

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE
L'ATTENTAT ET DU COMLOT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mardi 18 juin 1901, à 8 heures 1/2

PAR

ALBERT LEMASSON

AVOCAT A LA COUR D'APPEL, ATTACHÉ AU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Président : M. GARÇON.

Suffragants : { MM. LE POITTEVIN } *Professeurs.*
SALEILLES. }

P A R I S

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1901

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE
L'ATTENTAT ET DU COMLOT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Mardi 18 juin 1901, à 8 heures 1/2

PAR

ALBERT LEMASSON

AVOCAT A LA COUR D'APPEL, ATTACHÉ AU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Président : M. GARÇON.

Suffragants : { MM. LE POITTEVIN } *Professeurs.*
 SALEILLES. }

P A R I S

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1901





Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

I

Au début de cette étude, nous croyons tout d'abord utile de déterminer, aussi exactement que possible, l'étendue et le cadre de notre travail.

Nous entendons nous placer uniquement au point de vue de l'attentat et du complot ; par conséquent, les principes que nous pourrions être amenés à poser s'appliqueront seulement à ces deux crimes politiques.

Nous laissons donc absolument en dehors de notre étude toutes les infractions qui constituent la classe si nombreuse, en droit français, des délits politiques ; par exemple les offenses et délits commis par la voie de la presse, les délits électoraux, etc.

Chaque fois que nous emploierons l'expression de crime politique, il est donc bien entendu qu'il s'appliquera, sauf indication contraire, au complot ou à l'attentat.

Il nous semble que, dans le domaine entier du droit, la question de la criminalité politique est une de celles qui sollicitent, au plus haut degré, l'attention du juriconsulte et du penseur.

Si, en effet, on l'examine au point de vue des principes généraux du droit de punir, elle semble en contradiction avec les règles qui dominent l'ensemble de nos Codes.

C'est qu'en criminalité politique, tout est relatif et même conditionnel. Cette vérité a été exprimée d'une façon très exacte et très claire par M. Guizot, dans sa célèbre brochure : « De la peine de mort en matière politique », dans les lignes suivantes :

« L'immoralité des délits politiques n'est ni aussi claire, ni aussi immuable que celle des crimes privés, elle est sans cesse travestie ou obscurcie par les vicissitudes des choses humaines ; elle varie selon les temps, les événements, les droits et les mérites du pouvoir ; elle chancelle à chaque instant sous les coups de la force, qui prétend la façonner selon ses caprices et ses besoins ; à peine trouverait-on dans la sphère de la politique quelque acte innocent ou méritoire qui n'ait reçu, en quelque coin du monde, une incrimination légale », et plus loin : « J'ai déjà dit que la perversité des délits politiques était variable, conditionnelle même, et de plus, quand même elle existe, difficile à apprécier justement. »

Un gouvernement viole la loi ; il foule aux pieds les garanties constitutionnelles d'un peuple ; quelques penseurs et la constitution de 1793 proclament alors que

l'insurrection est le plus saint des devoirs ; si le peuple se lève et s'il échoue, l'acte sera puni comme criminel ; s'il réussit, le bronze s'érigera en colonnes en son honneur, sur les places publiques, et les poètes chanteront sa gloire.

Ces exemples, que l'on pourrait multiplier, semblent singuliers ; et cependant il faut bien qu'ils soient l'expression d'une vérité quelconque, puisque ceux-là même qui sont frappés, acceptent le châtement avec une orgueilleuse résignation, sachant bien que, vainqueurs, ils auraient agi de même à l'égard de leurs adversaires vaincus.

La difficulté n'est pas moins grande si l'on se place au point de vue juridique.

Comment, en effet, distinguer les délits de droit commun des délits politiques ?

Procèdera-t-on par l'objectif et n'examinera-t-on que les faits matériels ? Mais alors on va s'exposer à atteindre comme criminels de droit commun, et châtier d'une façon infamante des hommes dont le mobile aura peut-être été généreux.

Va-t-on, au contraire, n'examiner que le subjectif, regarder seulement le mobile ? Mais alors naît un autre danger.

La justice humaine est inhabile à sonder les consciences et les criminels de droit commun se draperont volontiers du manteau des conspirateurs, et nous verrons dans nos prétoires, les voleurs se recommander de Proudhon, et les assassins affirmer qu'ils n'ont fait qu'une exécution politique.

Sur ce point encore, la jurisprudence et la doctrine tâtonnent.

Les législateurs eux-mêmes sont divisés, puisque la France donne la prédominance à l'élément objectif, tandis que l'Allemagne, avec sa double échelle de peines, s'inspire surtout du côté subjectif.

Ces questions sont aussi vieilles que les gouvernements et le droit ; mais la fin du siècle dernier en a vu surgir une nouvelle.

Jusqu'à ce moment les auteurs du crime politique, bien que se réclamant d'idées opposées, avaient tous un point commun, constitué par un ensemble de principes qui, à travers tous les siècles et tous les pays, apparaissent comme le fondement commun des sociétés ; tous reconnaissent la nécessité d'un gouvernement.

Une nouvelle doctrine est née qui s'est hardiment affirmée, comme étant la négation de toute construction sociale, et elle a posé en principe que le crime n'est plus le crime, mais un acte méritoire, précisément parce qu'il tend à la destruction de la société. Dès lors nous avons vu apparaître une série de crimes inspirés par la seule idée de destruction ou de menace.

Quelle devait être à l'égard de ces hommes l'attitude de la société ? Sous prétexte qu'ils affirmaient n'être pas mus par un intérêt personnel, fallait-il les considérer comme des criminels politiques, ou bien fallait-il admettre qu'une abîme les séparait de ces derniers ?

La question a été résolue dans ce dernier sens. Le légis-

lateur a, avec raison, classé les anarchistes parmi les malfaiteurs de droit commun.

En étudiant l'attentat et le complot, nous étudierons par là même le complet *processus* du crime politique : nous aurons, en effet, à l'examiner à partir du moment où l'idée se précise dans la conscience de l'auteur, où il la communique et la développe à ceux qui seront ses co-auteurs et ses complices, où il les entraîne à des actes qui, cessant d'être le complot, deviennent l'attentat, qui se prépare, se perpète et se consomme.

Nous ne nous dissimulons pas les très grandes difficultés de ce travail ; il touche, en effet, à la fois au droit public, au droit pénal et à l'histoire, et demanderait, pour être traité d'une façon complète, la collaboration d'un jurisconsulte, d'un historien et même d'un philosophe.

Nous n'avons aucune de ces qualités, et nous tenons, tout d'abord, à nous excuser des lacunes que l'on pourra rencontrer au cours de cette modeste étude, d'autant plus que cette matière du complot et de l'attentat n'a encore fait l'objet d'aucune étude spéciale.

Cependant des circonstances favorables nous facilitent notre tâche. Nous nous permettrons de puiser dans les travaux remarquables et récents d'un de nos maîtres et d'user de ses recherches.

A cette condition, nous essayerons de mettre dans notre thèse, quelque chose d'intéressant, et nous comptons qu'elle bénéficiera à la fois, et du respect qui s'attache au nom de notre professeur, et de l'indulgence que l'on ne refuse jamais à un travailleur de bonne volonté.

II

Au seuil de tout travail de droit, il faut que l'auteur choisisse entre deux méthodes. La méthode déductive qui pose les principes généraux, et en déduit les conséquences qui vont s'appliquer aux faits, et la méthode inductive qui groupe les faits, les analyse, les compare, et en induit les principes généraux.

D'une façon générale, il nous apparaît que les doctrines pénales, qui ne sont que la traduction et l'expression de sentiments internes de justice et qui ont leur fondement dans la conscience humaine, doivent surtout user de la première; mais pour nous déterminer à ce choix, nous avons une autre raison, à laquelle nous avons plus haut fait allusion.

Il existe, avons-nous dit, sur ce sujet, un travail d'induction récent, qui constitue un exposé très complet des faits et des documents de législation et de jurisprudence.

Il ne nous restait donc qu'à faire un essai de déduction.

Mais la déduction pure manque de vie et de force démonstrative. Aussi, aurons nous soin d'« illustrer » notre raisonnement par des exemples.

Notre étude se présentera donc ainsi :

Dans une première partie nous étudierons, d'une

façon discrète et surtout sommaire, les principes généraux du droit de punir en matière politique. Cette étude préliminaire se complétera par un historique de l'attentat et du complot.

Dans une seconde partie après avoir exposé les idées générales qui ressortent de notre législation, nous étudierons successivement en suivant l'ordre logique des faits ; 1^o le complot, c'est-à-dire la période de préparation du crime ; 2^o l'attentat, c'est-à-dire la période d'exécution ; 3^o le jugement, c'est-à-dire les règles de compétence et de procédure.

Cet ordre n'est pas celui du code qui traite de l'attentat avant de parler du complot, mais notre méthode aura cet avantage de nous permettre de mieux suivre l'évolution des faits, et spécialement d'étudier plus à l'aise une des questions les plus délicates de la matière, en déterminant, aussi exactement que possible, le moment précis où le complot devient attentat.

Nous croyons également qu'il est indispensable de nous occuper ensuite des nombreuses et intéressantes questions que soulèvent la procédure d'instruction et la compétence ; nous nous proposons donc de les étudier, tout au moins d'une façon sommaire.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES : DROIT DE PUNIR EN MATIÈRE
CRIMINELLE ; CRITERIUM DE LA CRIMINALITÉ POLITIQUE.

I

Les difficultés que la doctrine et la jurisprudence éprouvent à distinguer les délits politiques des délits de droit commun nous semblent provenir de ce que le législateur a placé dans le même code et par suite semble soumettre aux mêmes principes, des faits d'ordre différent.

On ne saurait appliquer, selon nous, en matière politique, aucune des théories que l'on a essayé de donner pour fondement au droit de punir.

Cette punissabilité est en effet toute conditionnelle, et dépend entièrement des événements.

Nous croyons que la criminalité politique constitue une branche absolument distincte du droit, qui doit rester indépendante des principes admis en matière de législation pénale, pour ne se rattacher qu'aux principes du droit public.

C'est à ce point de vue que nous allons essayer de l'examiner.

Tout d'abord qu'est-ce que l'attentat ou le complot?

Ce sont des crimes qui ont pour but de changer et peut-être de détruire la forme du Gouvernement ou encore de troubler d'une manière grave l'ordre public.

Qu'est-ce que le Gouvernement? C'est l'expression agissante de la souveraineté.

Nous devons donc, en définissant la souveraineté, avoir par cela même, défini et délimité le crime politique.

Les théories qui ont été présentées, sur ces matières, sont très nombreuses, mais on peut distinguer trois groupes principaux :

Celles qui considèrent Dieu comme la source du pouvoir, dont-il confie l'exercice, soit à une nation, soit à un monarque, c'est la théorie du droit divin; celles qui ne voient dans la souveraineté qu'une des manifestations de la force; celles enfin qui la considèrent comme l'expression de la volonté générale.

Ce qui nous semble résulter de ces trois théories, c'est qu'en matière politique, le succès, pourra, la plupart du temps, assurer l'impunité au coupable.

En effet, cette solution qui est évidente pour ceux qui considèrent que le droit c'est la force reconnue, ne l'est pas moins si l'on voit dans la souveraineté l'expression de la volonté générale ou de la volonté de Dieu; dans le premier de ces deux derniers cas, le succès fait acquérir l'impunité par l'adhésion de la volonté générale qui l'accepte; dans le second, par la volonté tacitement exprimée de Dieu qui le permet.

Nous croyons qu'il est nécessaire afin d'éviter toute confusion de préciser notre pensée.

Nous ne voulons pas dire que le succès légitimera l'attentat ou le complot; nous repoussons avec énergie une pareille doctrine qui serait l'apologie de la force; mais il nous semble résulter de l'histoire que le criminel politique qui aura réussi sera presque toujours assuré de l'impunité, sauf quelques cas très rares; il est incontestable cependant que le crime ne disparaît pas, et que par la suite, si les circonstances le permettaient, l'auteur de l'attentat pourrait être puni.

Nous pouvons donc, reprenant à l'inverse la série de déductions que nous venons d'établir, dire que l'acte par lequel on cherchera à détruire ou à changer un Gouvernement actuellement existant, constituera le crime d'attentat ou de complot.

Cette théorie qui fait résulter l'impunité du fait du résultat acquis, nous paraissait tout à l'heure étrange parce que nous étions en matière pénale, mais maintenant que nous sommes sortis de ce domaine un peu étroit et que

nous examinons la question sous un angle différent, elle va nous apparaître généralement conforme aux faits que nous rencontrons dans l'histoire.

Remarquons bien que ceci n'est nullement contraire aux principes généraux du droit. Ainsi un chirurgien a en face de lui un malade dont il croit la situation désespérée. Il brise avec les traditions de la médecine, il a recours à une opération qui n'a jamais été tentée; s'il réussit, il est un grand homme et sa hardiesse est du génie; s'il échoue, la correctionnelle le guette; il est meurtrier par imprudence.

Cet exemple s'applique absolument en matière politique.

L'insurgé qui aura réussi pourra même prétendre qu'il était en communion d'idées avec la volonté générale de la nation.

Lorsque le 12 juillet 1789, Camille Desmoulins haranguait la foule au Palais-Royal, il sentait palpiter en lui l'âme même de la France; il était devenu un de ces élus que la force mystérieuse qui préside aux destinées des peuples choisit comme exécuteurs; et la prise de la Bastille, la chute de l'ancien régime, la naissance d'une civilisation nouvelle ont été les marques de la réalité de sa mission.

II

Nous allons maintenant essayer de déterminer le criterium qui permettra de distinguer les crimes politiques dont

nous nous occupons dans cette étude, des crimes de droit commun.

D'une façon générale, l'attentat et le complot sont, dit-on d'ordinaire, des crimes qui tendent à changer ou à détruire la forme du gouvernement.

Cette définition qui peut être bonne pour une définition de dictionnaire ne présente pas une précision juridique suffisante. Elle subordonne, en effet, la qualification du crime à une question d'intention toujours difficile à apprécier. Peut-être pourrait-elle convenir en législation allemande, mais elle ne correspond pas à la conception de notre droit pénal. Il est donc nécessaire de la compléter avec quelque précision.

Tout d'abord, les crimes et délits politiques peuvent se diviser en deux grandes classes.

Les uns présentent exclusivement ce caractère. Ils ne se confondent avec aucun autre fait contraire à la loi, ou tout au moins, il ne s'agit que de contraventions ou de délits secondaires, dont l'importance disparaît.

Telle est toute la catégorie des complots, des attroupements, les séditions simples, sans atteinte à la propriété et sans effusion de sang, etc.

Les autres, au contraire, sont connexes à des crimes de droit commun, et la difficulté est grande, à l'occasion de ces actes mixtes, de se demander quel est le caractère qui doit l'emporter.

Il est en effet, très difficile d'apprécier le mobile, et, dans une époque, où chacun prétend pouvoir, à l'aide d'un

système doctrinal défendre les actes les plus reprehensibles, un pareil criterium est non seulement une source de difficultés, mais encore un véritable danger.

Ce qu'il faut, a-t-on dit, examiner ce sont les actes pris en eux-mêmes.

Mais, en parlant ainsi, on ne fait que déplacer la difficulté ; il est en effet impossible d'admettre que, sans aucune espèce d'exception, seront délits de droit commun tous actes qui en eux-mêmes, et abstraction faite, non seulement de mobile, mais encore des circonstances, seront punis par la loi pénale. Aucun criminaliste n'a en effet, été jusque là, et l'opinion commune est assez bien résumée par la théorie de l'Ecole d'Oxford, d'après laquelle il y aura délit politique lorsque les moyens employés ne répugnent pas à la conscience humaine.

Cette formule n'a d'autre défaut que son élasticité, et cette élasticité nous paraît surtout dangereuse en matière politique, où le juge a besoin d'être maintenu par la rigidité des textes.

Essayons donc d'en chercher une autre.

Les individus qui se rendent coupables d'attentat ou de complot entendent substituer au gouvernement actuel, un gouvernement de leur choix ; c'est donc qu'ils se considèrent eux-mêmes comme devant constituer un gouvernement préférable à celui qui existe, et dès lors, les actes qu'ils accomplissent prendront en quelque sorte le caractère d'actes de quasi-gouvernement. En effet, que les insurgés triomphent et par l'effet rétroactif de leur vic-

toire, ces actes insurrectionnels seront absolument assimilables aux actes accomplis par une autorité légitime.

Cette théorie a souvent été présentée et soutenue quand il s'agissait d'emprunts contractés par des insurgés.

Ces simples considérations, à propos desquelles nous ne voulons pas nous appesantir, afin de ne pas rester trop longtemps en dehors du domaine juridique, nous conduisent directement, ce nous semble, au criterium cherché.

Si l'acte d'un gouvernement embryonnaire constitue un crime ou un délit politique, il devra, pour mériter cette qualification, être accompli avec les formes qui sont inséparables de l'acte de gouvernement.

Il est évident qu'en parlant de formes, nous ne faisons pas allusion à ces règles de procédure administrative que l'on viole assez volontiers dans les époques troublées, mais il faudra que les actes dont nous parlons, soient accompagnés de la publicité, de l'autorité, et de ce minimum de régularité qui sanctionnent les décisions gouvernementales, même arbitraires. Il faudra en outre qu'ils apparaissent, comme inspirés par une pensée de salut public.

Nous tenons bien compte du but, mais cela n'a aucun inconvénient, car ce but sera accompagné d'un ensemble de circonstances qui le dessineront et le manifesteront au-dehors, de telle sorte qu'une théorie politique ou sociale ne pourra pas être invoqué à tout propos, par des malfaiteurs de droit commun.

Pour nous, celui qui commet un vol, par exemple dans la pensée de fonder un journal, est un voleur ordinaire.

Il y a en effet, dans son acte, tous les éléments du vol ; le mobile pourra, le cas échéant, constituer une atténuation, mais il ne fait pas disparaître le délit de droit commun.

Mais au contraire, qu'une bande d'insurgés, ouvertement, en affirmant qu'elle a pour elle l'autorité et le droit, confisquent une partie de la propriété d'autrui, il y a là un acte qui, si elle devient jamais le gouvernement, pourra être rétroactivement considéré comme un exercice normal du droit de réquisition, et qui, si elle échoue, constituera un délit politique.

Cette conception semble bien correspondre à l'esprit de ces foules insurgées qui prenaient des armes dans les boutiques, confisquaient les voitures pour faire des barricades, et qui, en même temps, condamnaient à mort ceux qui avaient soustrait un objet dans un palais national.

La même distinction et un exemple similaire pourront être présentés quand il s'agira d'atteinte à la vie humaine.

Si la victime a succombé secrètement sans rien qui ressemble à un jugement ou à l'exécution d'un acte politique, il y aura assassinat, alors même que l'assassin, se réclamant d'un principe politique aurait eu pour but, de changer par son acte, l'ordre de choses existant.

Peut-être seulement, y aurait-il alors lieu de se demander s'il ne serait pas équitable de ranger le crime dans la catégorie des crimes passionnels, pour lesquels, avec de bons esprits, nous souhaiterions, une échelle spéciale de peines, appelées du nom pittoresque de peines parallèles,

qui en restant vigoureusement afflictives perdraient leur caractère infamant.

Mais si, au contraire, celui qui frappe, a entendu faire acte de combattant, ou acte de juge, s'il a agi comme exécuter d'une pensée quasi-gouvernementale, si notamment l'acte a été délibéré par un conseil quelconque, si un ordre régulier a été donné, si une apparence de tribunal a été réuni, si la responsabilité a été ouvertement revendiquée, il y aura crime politique (1).

Nous estimons donc qu'il faut considérer, pour déterminer la nature de l'acte, non pas exclusivement le but, non pas exclusivement l'acte, mais à la fois cet acte et ce but, et en même temps, peut-être surtout, les circonstances qui l'ont accompagné.

En somme et pour préciser ce que nous avons déjà dit, nous partons de ce principe, que certains actes qui pour un particulier constituent des délits ou des crimes de droit commun, pour un gouvernement ne constitueront que des actes imposés par son devoir de maintenir la sécurité et de rendre la justice.

Lorsque ces actes sont accomplis par un gouvernement légitime, ils sont eux-mêmes légitimes.

Lorsqu'ils sont accomplis par des candidats au gouvernement, ils pourront, plus tard, si l'entreprise réussit, être comme confirmés par l'établissement du nouveau gouver-

(1) Ce raisonnement ne s'applique pas, aux crimes anarchistes, en quelque forme qu'ils aient été commis.

nement et cette sorte de confirmation produira un effet rétroactif.

Pour reprendre notre pensée sous une autre forme, l'acte politique sera celui que l'insurgé vainqueur n'hésitera pas à ratifier et à inscrire dans l'histoire.

Ainsi les journées de juillet, eussent, même en cas d'échec, été un crime politique, et alors même que le coup de poignard de Caserio eut, par une combinaison de circonstances, amené un changement de gouvernement, les vainqueurs, qui en eussent profité n'en auraient jamais accepté la responsabilité, car c'était un crime de droit commun.

Notre théorie classe donc dans la catégorie des crimes de droit commun, toute une série de faits que l'ancien droit plaçait parmi les crimes de lèse-majesté.

Dans un des chapitres qui vont suivre où nous examinerons l'évolution de la législation en matière d'attentat et de complot, nous expliquerons la différence de ces conclusions par une différence de conception.

Peut-être trouverons-nous, dans cette étude, des contradictions, et aurons-nous à constater que des jugements ont été rendus sous l'influence des préjugés politiques.

L'histoire nous montre cependant que les passions politiques, source de bien des crimes, ont été en revanche, le mobile des grandes actions.

CHAPITRE II

HISTORIQUE

Toutes les législations ont puni avec une extrême rigueur les crimes dirigés contre la sûreté de l'Etat et la Constitution du pays.

Mais ce sont surtout les gouvernements qui n'ont pas tiré leur puissance ou morale ou réelle de l'assentiment populaire qui se sont montrés les plus sévères dans cette répression.

§ 1^{er}. — *Droit romain.*

Rome qui, la première, posa la règle : « *Salus populi suprema lex esto* », s'imposait de concentrer tous les pouvoirs dans une seule main et investissait les consuls du pouvoir dictatorial par la formule célèbre : « *Caveant Consules ne quid detrimenti Respublica capiat* », dès qu'il s'agissait de juger un crime politique.

En pareil cas, le dictateur, en faveur de qui étaient

suspendues toutes les garanties constitutionnelles avait un droit incontrôlé de vie et de mort sur les citoyens (1).

Or, la peine de mort était encourue pour tous les crimes politiques, dès qu'ils mettaient en jeu la sûreté de l'Etat (2); le complot et l'attentat étaient assimilés au sacrilège dans le droit de la première époque et punis comme tel.

Quant à l'élément matériel du crime, il aggravait encore le caractère rigoureux de la répression.

En effet il ne consiste pas seulement dans l'exécution ou la préparation de l'acte criminel, mais encore dans la conception, même intellectuelle du crime, dans les conversations tenues entre les accusés, dans les résolutions, en dehors de toute entente, et de tout commencement d'exécution (3).

La sanction est identique pour l'attentat consommé et pour la pensée criminelle; *eadem severitate voluntatem sceleris qua effectum puniri jura voluerunt*, dit la loi 5 au code, *ad. leg. Jul. Maj.*

Cette sanction, c'est, nous l'avons dit, généralement la mort, mais les Romains appliquèrent également d'autres peines qu'ils trouvèrent dans l'arsenal de leurs lois pénales, et qui prouvent bien l'importance qu'ils attribuaient aux crimes politiques. A côté de la peine de mort, ils appliquèrent successivement, comme au sacrilège, l'interdiction de l'eau et du feu, l'exposition aux bêtes. De plus,

(1) Salluste. *Catilina*, § 29.

(2) Loi 5 au code: *ad leg. Jul. Maj.*: « *Gladio feriat...* »

(3) Commentaire Farinacius. Quest. 115, n° 148.

Ces peines entraînaient accessoirement la confiscation des biens et l'infamie pour les descendants. L'accusé mourait-il avant le jugement ? Sa mémoire était condamnée, *etiam post mortem*.

Au cours de l'histoire romaine, le complot et l'attentat ont revêtu plusieurs formes.

Pendant la période royale et une partie de la période républicaine, on les comprenait sous le nom générique de « *Perduellio* » attribué à tous les délits contre la chose publique et délits de Lèse-Majesté.

La *perduellio*, suivant la définition d'Ulpien est « l'hostilité envers l'État ou envers le Prince (1). Elle comprend toute attaque contre la majesté du peuple romain ou du Prince, tout fait compromettant la sûreté de l'État : aspirer à la tyrannie, conspirer contre l'État, soulever l'ennemi contre la patrie, ou lui prêter appui, violenter un magistrat, combattre la religion, emprisonner ou mettre à mort un citoyen romain, se faire battre par sa faute, de la part d'un général sur le champ de bataille, dire du mal du peuple romain, tels sont les principaux chefs, de *Perduellio*, c'est-à-dire de crime politique, qu'énumère Sigonius, résumant la jurisprudence romaine (2).

Mais pas plus, durant la période royale que pendant la République, il n'y eut à Rome de tribunaux spéciaux pour le jugement des crimes politiques.

(1) *Hostilis animus adversus rempublicam vel Principem*. — Ulpien : Loi 41 au Dig.

(2) Sigonius, *De judiciis*, chap. II.

Le roi, d'abord, concentrant en sa personne tous les éléments de la souveraineté, connaissait personnellement des crimes les plus grands et particulièrement de ceux qui s'attaquaient à la sûreté de l'État (1), il se faisait assister de deux commissaires (*duumviri perduellionis*).

Mais bientôt, il abandonna ce système et n'intervint plus en personne ; il délégua sa juridiction à ces mêmes commissaires (2).

Cependant la sentence de ces derniers n'avait pas le caractère d'un jugement définitif et la voie de l'appel au peuple était toujours ouverte à l'accusé (3).

C'est donc qu'en définitive, le roi lui-même n'agissait que sur la délégation du peuple et que le principe du jugement par l'assemblée populaire restait intangible.

Ce principe s'est perpétué sous la République ; la loi Valeria, que l'on a appelée la grande charte de la liberté individuelle, généralisait l'appel aux comices de tous les jugements criminels en matière politique : c'est devant eux que Cicéron, accusé de *perduellio* par Clodius, fut traduit.

Le peuple, il est vrai, pouvait déléguer sa juridiction, à Rome du moins, au Sénat, et le Sénat avait le droit de faire nommer un dictateur en temps de crise, ou de confier la dictature aux Consuls : c'est lui par exemple qui déclara *perduelles*, Fulvius et Caius Gracchus, et plus tard Catilina.

(1) Denys d'Halycarnasse, II, 14.

(2) Jugement d'Horace, Tite-Live, I, 26.

(3) Cicéron : *De Republica*, II, 31.

Mais en 604, une réforme importante se produisit. La loi *Calpurnia* transfère à des commissions permanentes (*Quæstiones perpetuæ*) la juridiction jusque là exercée par les Comices et le Sénat, et un même temps permet à tout citoyen romain de se porter accusateur. Les *quæstiones* sont présidées par les préteurs et composées de citoyens (*judices quæstionis*). C'est l'application du jury aux crimes et délits politiques.

En même temps l'ancienne conception de la *perduellio* se modifiait et faisait place au *crimen majestatis*. Le tribun Saturninus faisait voter la première loi de lèse-Majesté la *Lex Apuleia Majestatis*, punissant toute atteinte à la majesté du peuple romain, toute conspiration contre la République. Elle adoucissait cependant la pénalité en permettant à l'accusé l'exil volontaire.

Enfin, vers la fin de la République, les lois se multiplient et deviennent très vagues. On sent que l'agitation politique qui succéda et accompagna les dictatures de Sylla et de César fut féconde en complots politiques et l'aggravation, la multiplication des peines édictées par ces lois, nous seraient à défaut de l'histoire générale, la meilleure preuve qu'elles furent la plupart du temps, presque exclusivement des lois de circonstances.

Après la loi *Cornelia Majestatis* qui défendait aux gouverneurs des provinces de faire sortir leurs troupes sans l'autorisation du Sénat, des lois de Majesté sont successivement édictées par César (Loi *Julia*), par Sylla, par Antoine.

Ces lois furent l'arme la plus puissante grâce à laquelle se rétablit la tyrannie.

En particulier, la loi de Majesté que fit voter Auguste, prit bientôt une redoutable et sinistre importance. Elle punissait la révolte, la sédition, le complot, l'attentat ; « en un mot, comme le dit M. Laboulaye, tous les crimes par lesquels Auguste, marchant sur les traces de César, s'était élevé à l'Empire. Elle ne parlait que d'attentats à la sûreté de l'Etat, de Lèse-Majesté du peuple romain, de tort fait à la République : mais derrière ces grands mots se cachait la personne du prince dépositaire de la puissance et de la Majesté de la nation » (1).

Aussi, avec la période impériale, assistons-nous à l'élaboration d'une nouvelle législation sur les complots.

Sans doute les lois *Cornélia* et *Julia* continuent de subsister quant à la qualification des crimes politiques, mais la juridiction change, la procédure est modifiée, la pénalité aggravée.

Suivant les règles de sa politique, Auguste, à côté des juridictions anciennes, crée des juridictions nouvelles, exceptionnelles, qui peu à peu les remplaceront : ainsi en notre matière, à côté des *questiones perpetuæ*, qui conservent encore le droit de juger les attentats contre la souveraineté populaire, les complots et les séditions, il donne au Sénat la mission de punir les attentats contre la personne du prince ; et pour les constituer, plus n'est besoin

(1) Laboulaye. *Essai sur les lois criminelles des Romains*, p. 314.

d'actions, mais les paroles, les écrits, les gestes, le silence même suffisent.

Bientôt le prince et la nation seront confondus, et le Sénat s'attribuera pleine et entière juridiction en cette matière.

La procédure est par là même modifiée ; le Sénat se considérant comme l'héritier des comices, se déclare maître de la légalité : le *crimen majestatis* devient désormais un moyen de soustraire tout prévenu à ses juges naturels, et tout accusé à la protection légale des lois de procédure.

Sous Tibère, l'accusation même n'est plus libre ; elle est dictée, dit Tacite (1) et le refus, pour un citoyen, d'en accuser un autre, peut être puni de mort (2) : le rôle d'accusateur devient un indigne trafic. Toute délation est fructueuse pour le délateur ; elle lui fait accorder le quart des biens du condamné.

La loi d'Auguste avait maintenu comme peine des crimes politiques l'interdiction de l'eau et du feu : le Sénat y substitua bientôt la mort et les supplices ; car affirmant la même omnipotence en matière de pénalité qu'en matière de procédure, qualifiant le crime en même temps qu'il le punit, il s'affranchit de toute loi pénale particulière.

Cet arbitraire absolu, ce mépris des garanties légales,

(1) *Annales*, XV, 35.

(2) Tacite. *Agricola*, 4....

ont valu aux jugements politiques du Bas-Empire, une sinistre renommée qui n'a été atteinte, de nos jours, que par celle des tribunaux révolutionnaires.

§ 2. — *Ancien Droit.*

Le complot politique, durant la période qui s'étend des premiers siècles de notre histoire à la Révolution française n'offre pas, au point de vue du droit, un intérêt considérable, car l'organisation juridique spéciale, en livre la répression à l'arbitraire du prince.

Chez les Germains, c'est l'assemblée du peuple qui juge les crimes intéressant la sûreté de l'Etat, tels que la trahison ou l'abandon de l'armée. Ils sont punis de mort et c'est seulement pour ces crimes qu'est interdite la compensation pécuniaire (1).

Durant le règne des dynasties mérovingienne et carlovingienne, la même tradition se perpétue. « Dans le champ de Mai, dit Étienne Pasquier se terminent les plus grands différends et principalement de ceux qui étaient accusés de trahison, rébellion et lèse-majesté (2) ».

C'est déjà le jugement des pairs que nous allons retrouver dans le régime féodal. Ce tribunal qui n'entrait pas dans le cadre de l'organisation judiciaire appliquait lui-même la peine ; c'est ainsi qu'en 788, il condamne à mort

(1) Thonissen, *L'organisation judiciaire, le droit pénal, et la procédure de la loi salique*, p. 460-461.

(2) Étienne Pasquier *Recherches, de la France*, II, ch. 2.

Tassillon, duc des Bavarois, pour haute trahison, et quelques années plus tard le fils naturel de Charlemagne, Pépin le Bossu, qui avait organisé un complot contre son père dont il méditait le renversement et la mort (1).

Mais à mesure que devenaient plus difficiles et que tombaient en désuétude les derniers vestiges des *placita* germaniques, le roi augmentait ses attributions personnelles en matière judiciaire. Sa juridiction gagne ce que perd la juridiction populaire. Le plaideur du roi, c'est la Cour du Palais (2), à la fois Conseil politique et Cour de justice, composée des grands du royaume, des évêques, de fidèles : elle devient la juridiction suprême de la nation et la juridiction spéciale et unique en matière politique, sous les rois de la troisième race.

La Cour du roi devient une sorte de jury national, composé des grands vassaux et présidé par le roi ; elle a la plénitude de la juridiction criminelle et Beaumanoir lui attribue spécialement la connaissance des crimes politiques et de la trahison (3), qu'elle évoque en toute circonstance.

C'est que le roi est l'incarnation vivante de toute la souveraineté et en particulier de la justice : toute justice émane du roi. C'est le grand justicier du royaume. Il est amené à statuer sur les crimes dirigés directement contre lui, par sa justice retenue, il n'est responsable que devant Dieu, dit Bodin (4).

(1) Beaumanoir, ch. 58, § 2.

(2) Lair, *Les Hautes-Cours politiques*.

(3) Beaumanoir, ch. 58, § 2.

(4) Bodin, *De la République*, liv. IV, ch. 6.

Aussi l'accusation de crime politique est-elle pour lui un moyen facile de se défaire de ses ennemis. Jadis Jean-sans-Peur en usa vis-à-vis de Montagu et Charles VII y sacrifia Jacques Cœur. Même dans le jugement d'un crime de lèse-majesté, le roi, accusateur et juge, préside encore la Cour de justice; Louis XIII vint en personne juger le duc de Valette.

Cette omnipotence n'est limitée que par le privilège des pairs d'être jugés par leurs égaux, et ce droit qui fut maintenu jusqu'à la Révolution sauva la tête de plus d'un d'entre eux, accusé de complot politique.

Cependant pour ceux qui ne jouissaient pas de ce privilège, des garanties furent peu à peu créées en leur faveur par l'introduction des légistes dans la cour du roi; les légistes y remplacèrent les seigneurs et le roi s'abstint de plus en plus d'y siéger.

Malheureusement, il nous faut signaler une innovation de l'ancien régime qui marque un recul au point de vue des progrès du droit, c'est l'institution des commissions extraordinaires ou commissions judiciaires, créées précisément dans le but de juger les crimes politiques; elles se composent de personnages nommées par le roi. En 1278, un favori de Philippe le Hardi tombe sous le coup d'une condamnation à mort, victime de la jalousie des grands qui firent créer une de ces commissions spéciales pour le juger.

Le procédé fut employé par Philippe-le-Bel contre Bernard de Saissay, évêque de Pamiers; mais c'est surtout

dans le fameux procès des Templiers (1307-1310) que les commissions judiciaires mirent la justice au service de la politique.

Durant toute cette période la royauté viole les lois sur la compétence, les règles de procédure, la liberté de la défense; tout délit politique est un crime de lèse-majesté; Bouteiller nous donne à ce sujet une étude intéressante (1).

Cependant, dès le ^{xv}^e siècle la législation relative aux crimes politiques tend à se fixer d'une manière plus précise.

L'ordonnance de Blois (1490-1499) voulut faire des commissions extraordinaires une institution régulière, mais elle ne fut pas exécutée.

Après les ridicules procès, qui sous François I^{er} condamnèrent Semblançay, le duc de Bourbon, l'ordonnance d'Ys-sur-Tille de 1533, apporta enfin quelque fixité dans les règles du droit.

Le crime de lèse-majesté comprend deux chefs d'accusation : le premier quand il s'agit d'attentat contre la personne du souverain ou contre ses proches; le second a trait aux « machinations ou entreprises contre la sûreté de la république du royaume », c'est-à-dire la conspiration contre le souverain et ses ministres, la non révélation de ces conspirations, la levée et l'enrôlement des gens de guerre sans la permission du roi, le fait de parcourir le royaume pour exciter les sujets du roi à entrer dans des associations contraires à son autorité, et d'entretenir des intelligences avec les ennemis de l'État.

(1) Bouteiller. *Somme rurale*.

La peine de ces différents crimes était la mort avec confiscation des biens, et à l'imitation du droit romain, la condamnation de la mémoire; les enfants du condamné étaient déclarés indignes de tous honneurs et dignités et exclus de toute succession.

Mais, à côté de ces crimes appelés crimes de lèse-majesté au premier chef, la loi énumère certains délits qui ne tendent pas à détruire l'autorité du prince, mais cependant y portent atteinte; ce sont des délits de lèse-majesté au second chef. On classe parmi ces derniers : le fait d'attaquer l'honneur ou la dignité du roi par des paroles ou des écrits (1), d'usurper des droits régaliens ou de troubler l'administration. Ces délits politiques de second degré sont frappés de peines moindres, généralement de l'emprisonnement et de la confiscation; mais la peine n'atteint pas généralement la postérité des coupables.

Malgré ces tentatives, la légalité continua à n'être pas respectée; les procès de Chabot en 1541, du chancelier Payet, 1543-1545, de Jacques de Coucy (1549), en sont un témoignage; on refusa même à l'accusé le droit de se faire défendre par un avocat.

Les États-Généraux s'émurent. Le roi faisant droit à leurs doléances, rendit les ordonnances d'Orléans et de Moulins (1566) qui ne purent enrayer le progrès du mal. Les plaintes plus vives encore aux États de Blois, firent rendre l'ordonnance de Blois (1579) qui révoque les Com-

(1) Ordonnances de Charles IX de 1567 et de Henri III de 1580.

missions extraordinaires et déclare les prohiber pour l'avenir.

C'est sous Henri IV, que l'esprit libéral qui avait inspiré la Réforme eut toute son influence. L'ordonnance de Blois fut renouvelée et respectée. Aucun scandale judiciaire ne déshonora son règne.

Mais avec Richelieu, les procédés arbitraires redeviennent en honneur. Après le procès de Léonora Galigaï, le cardinal propose à l'assemblée des notables de 1626 une ordonnance dont deux chefs avaient trait aux crimes contre la sûreté de l'État; il donne à cette expression la compréhension la plus large; il y fait rentrer l'incitation à un soulèvement, l'affiliation à une ligue, l'écriture, l'impression ou le colportage de libelles diffamatoires.

La peine appliquée à ces crimes de Lèse-Majesté, c'est la mort pour les rebelles et les factieux, et pour les autres la confiscation des biens et l'emprisonnement.

C'est sur ces bases que fut établi le Code Michau en 1629.

En même temps qu'il défendait l'évocation des causes criminelles et le jugement par commissaires, Richelieu annonçait la tenue des « *Grands jours* ». Cette commission judiciaire a été l'exécuteur sanglant des meurtres politiques les moins justifiés et les plus arbitraires. Richelieu en fut lui-même le théoricien, invoquant à chaque instant la raison d'Etat, qui n'est, comme on l'a dit, que la formule légale de l'absolutisme et de l'arbitraire. On en voit les effets dans les procès de Marillac (1632), du maré-

chal de Montmorency (1632), de Valette (1639), et de de Thou (1642).

C'est à l'occasion de l'un d'eux, qu'en présence des protestations de l'accusé et des remontrances du Parlement, demandant que l'affaire lui fut renvoyée, Louis XIII fut amené à faire cette déclaration : « C'est une erreur grossière de s'imaginer que je n'ai pas le droit de faire juger qui bon me semble et où il me plaît » (1).

C'était ériger en principe juridique l'absolutisme royal et l'arbitraire des règles de procédure, et confondre tous les pouvoirs.

Dès lors, le principe posé ne fit que se développer sous la monarchie absolue de Louis XIV. Cependant, sous son règne, les procès politiques furent revus ; on ne peut guère citer que ceux de Fouquet (1664), et du chevalier de Rohan (1674). Une commission extraordinaire, demeurée célèbre dans l'histoire sous le nom des Grands Jours d'Auvergne, fut encore investie des pouvoirs les plus absolus, mais elle n'eut à juger que des crimes de droit commun.

Le réveil de l'esprit libéral au xviii^e siècle fit renouveler les protestations qui s'étaient déjà élevées au xvi^e siècle chez Pasquier, Bodin, Ayrault. Montesquieu ne croit pas à la raison d'Etat nécessitant un pouvoir arbitraire pour la répression des complots politiques ; d'Aguesseau se fait l'écho des remontrances des Parlements (2).

(1) Guizot. *Histoire de France*, IV, p. 71.

(2) D'Aguesseau. *Matières criminelles*, lettres 28, tome VIII, p. 58.

Il faut tenir compte de l'opinion publique et c'est devant la juridiction normale du Parlement que comparaissent Lally-Tollendal accusé de trahison, et même le régicide Damiens.

Aussi les représentations du Parlement furent-elles des plus vives quand le roi évoqua en son conseil le procès du duc d'Aiguillon (1770).

— En résumé, à la veille de la Révolution de 1789, le droit est encore celui de l'Ordonnance de Blois, reproduit dans l'Ordonnance de 1670.

Incrimination.— Les crimes d'Etat ou de lèse-majesté au premier ou au second chef sont tous ceux dirigés contre la personne du souverain, de ses proches, ou même de ses Ministres (le procès de Cinq-Mars en est la preuve) et contre l'Etat.

L'Ordonnance de François I^{er} de 1539 qui exprimait ces idées, disait dans son article 1^{er} :

« Ordonnons que ceux qui auront aucune chose machiné conspiré ou entrepris contre notre personne, nos enfants et postérité, ou la République de notre royaume, soient étroitement et rigoureusement punis tant en leurs personnes qu'en leurs biens, tellement que ce soit chose exemplaire et à toujours. »

Cette ordonnance avait été peu à peu complétée par la jurisprudence et par d'autres ordonnances, dont quelques-unes montrent l'odieux régime de suspicion qui était alors en honneur. Ainsi l'Ordonnance de François I^{er} du 24 juillet 1534 défendait de recevoir « aucune lettre, ni

message de quelque prince ou seigneur que ce fût, ennemi du roi. » L'Ordonnance de 1563, édictée par Charles IX défendait, sous les mêmes peines, d' « envoyer ou recevoir des lettres, écrites en chiffres ou autre écriture feinte ni déguisée ; de s'entretenir avec des princes étrangers de choses concernantes à l'Etat. » L'Ordonnance de Blois elle-même prohibait « d'entrer en aucune association, intelligence, participation ou ligue offensive ou défensive, avec des princes, potentats, républiques, dedans ou dehors du royaume ». Une ordonnance de Louis XIII du 16 avril 1605 punissait le fait de recevoir de la part de princes étrangers « dons, présents, lettres ou correspondance. »

Les crimes de lèse-majesté se distinguent des autres crimes par plusieurs différences.

En premier lieu, alors que dans les délits de droit commun on ne punit que les effets, dans les crimes de lèse-majesté humaine, on considère comme punissable la simple volonté manifestée par un acte quelconque. Boucherel (1) cite à l'appui de ce dire et comme exemple, le cas du vicaire de Saint-Nicolas-des-Champs, qui avait dit en tenant à la main un couteau : « Il se trouvera encore quelque homme de bien comme frère Jacques Clément pour tuer le roi et ne fût-ce que moi ! » Il fut, le 11 janvier 1595, par un arrêt confirmatif de la sentence du Prévôt de Paris, condamné à être pendu et étranglé, et exécuté le même jour à la porte de Paris.

En second lieu la loi frappe non seulement les auteurs

(1) Boucherel. *Trésor du droit français*, v^o *Lèse-majesté*.

et les complices du crime de lèse-majesté, mais encore tous ceux qui ont eu connaissance du seul dessein de le commettre, et qui ne l'ont pas dénoncé. Ce chef d'inculpation date de l'ordonnance de Louis XI de 1477, laquelle portait : « Ordonnons que toutes personnes qui auront eu connaissance de quelques traités, conspirations ou entreprises à l'encontre de notre personne, ou de nos successeurs et de la chose publique soient tenues et réputées criminelles de Lèse-Majesté, et punies de semblables peines que les principaux auteurs. » Le procès de De Thou, nous montre une application frappante de cette règle (1).

Procédure. — Quant aux modes de preuves, les crimes de lèse-majesté présente encore un caractère exceptionnel : on admet la validité des témoignages des dénonciateurs ; l'aveu de l'accusé suffit pour emporter condamnation (2).

La Procédure depuis l'ordonnance de 1539, inquisitoriale et secrète, remplace la procédure accusatoire.

Pénalité. — La peine est particulièrement rigoureuse.

D'abord elle ne frappe pas seulement l'auteur du crime d'Etat ; elle atteint également ses enfants et toute sa postérité, ainsi que ses collatéraux au premier degré et ses père et mère. Les descendants sont notés d'infamie, ne peuvent recevoir désormais aucune charge publique, aucune faveur du prince ; ils sont généralement bannis, ainsi que les collatéraux et les ascendants.

(1) Voir Denizart : v^o *Lèse-majesté*, n^o 6.

(2) Rousseau de Lacombe. *Matières criminelles*, p. 72 et Muyart de Vouglans.

Les auteurs sont punis de peines différentes suivant qu'il s'agit de crimes de lèse-majesté au premier chef ou de crimes de lèse-majesté au second chef.

Les premiers sont toujours punis de mort, avec confiscation des biens, condamnation de la mémoire, déchéance des enfants de tous droits politiques et successoraux.

Les seconds, sauf celui de fausse-monnaie qui fait encourir la même peine que les premiers, n'entraînent généralement que la confiscation totale des biens et l'emprisonnement, et n'atteignent pas toujours la postérité des coupables (1).

La confiscation est particulièrement grave. Elle n'épargne même pas les biens substitués dont les condamnés ont joui comme grevés, de sorte que, suivant les termes de l'ordonnance de Villers-Cotterets de 1531, art. 2 « soit que les biens fussent sujets à substitution, à retour, par testament ou dispositions d'iceux (les condamnés) ou de leurs prédécesseurs en quelque manière que ce soit, les dits biens seront appliqués au fisc et domaine du roi sans aucune des dites charges » (2).

La condamnation de la mémoire, qui n'atteignait que les crimes d'Etat au premier chef est une peine issue du droit public romain, dans lequel notre ancien droit a largement puisé, en cette matière.

Le crime de lèse-majesté ne s'éteint pas par la mort

(1) Albert du Boys ; Jousse : III, p. 684 ; Muyart de Vouglans, liv. III t. II, ch. 1, p. 132.

(2) Le Bret. *De la Souveraineté*, liv. III, ch. XIII.

des coupables qui peuvent être accusés et condamnés après leur mort : la peine peut être exécutée sur leur cadavre et contre leur mémoire par la suppression et l'anéantissement de leur nom, de leurs armoiries, la démolition de leurs maisons et châteaux, la coupe de leurs bois de haute futaie.

De même que les chefs d'accusation, la complicité, la preuve, la procédure, la pénalité, sont réglées par un régime d'exception, de même la compétence est soumise à des règles spéciales dont nous avons vu l'évolution et qu'on peut ainsi résumer :

En principe, la compétence est celle du parlement qui admettait cependant le droit pour les Pairs de France de n'être jugés que par la Cour des Pairs. Mais le parlement entendait rester compétent, *ratione materiæ*, de tous les crimes d'Etat commis par tout autre qu'un Pair, et *ratione personæ* de tous les délits des fonctionnaires et officiers.

Au dessus de cette juridiction, le roi prétendait par sa justice retenue, être libre de suspendre l'exercice de la justice ordinaire, par une évocation, ou de substituer aux tribunaux réguliers des Commissaires de son choix; et il prétendait exercer ce droit surtout en matière de crime politique.

Toute cette législation par l'imprécision de ses termes, la liberté d'interprétation des juges, la faculté royale de l'étendre encore, peut se résumer d'un mot : l'arbitraire.

Richelieu en a été le plus grand facteur ; c'est lui qui

en a posé les principes : « Il y a, dit-il, des crimes où il faut punir d'abord et puis informer » (1); « parmi ceux-ci, le crime de lèse-majesté est si grand qu'on doit en punir la pensée » (2) ; « en matière de complots, il est souvent impossible d'avoir des preuves concluantes, les autres doivent suffire quand les conjectures sont pressantes » (3).

En présence de ces formules qui sont la négation du droit et de la liberté individuelle, Montesquieu disait avec raison : « Quand la servitude elle-même viendrait sur la terre, elle ne parlerait pas autrement ».

§ 3. — *Le Droit intermédiaire.*

Au XVIII^e siècle souffle un esprit nouveau : « Il s'est formé, dit M. Laboulaye, un tribunal indépendant de toutes les puissances et que toutes les puissances respectent : l'opinion » (4). La Philosophie demande à l'autorité ses titres, analyse les organes du gouvernement et les conditions du pouvoir : tour à tour libérale avec Montesquieu, Sieyès, radicale avec Rousseau, aux droits du prince elle oppose les droits de l'homme, à la souveraineté du prince la souveraineté de la nation.

(1) *Lettres et papiers d'Etat*, t. III, p. 176.

(2) *Mémoires*, t. II, p. 407.

(3) Cité par M. d'Avenel : *Richelieu et la monarchie absolue*, t. I, p. 243.

(4) Laboulaye. *Revue des cours littéraires*, 19 mars 1870.

Ce mouvement amène la convocation des Etats Généraux et la rédaction des cahiers de 1789.

La plupart de ces cahiers, en matière de criminalité politique réclament la suppression des tribunaux d'exception, des commissions extraordinaires (1). Montesquieu avait dit : « Une des choses qui portent le plus d'atteinte à la liberté du citoyen est de le faire juger, non pas par ses juges naturels, mais par une Commission ». Aussi les cahiers sont-ils sévères contre ceux qui acceptent de faire partie de ces Commissions illégales ; le tiers-état demande que « la contravention aux lois constitutionnelles soit déclarée crime d'Etat irrémissible et imprescriptible » ; les trois ordres de Montfort veulent « qu'on définisse les crimes de lèse-majesté et de lèse-nation ».

Mais en même temps les cahiers demandent avec non moins d'ardeur qu'on soumette les agents de l'autorité et spécialement les ministres à une responsabilité effective, et par une contradiction qui n'est qu'apparente, ils réclament presque tous également, l'établissement d'une Haute-Cour exceptionnelle, pour le jugement des crimes commis par les fonctionnaires, et des crimes contre l'État.

Même après la prise de la Bastille, l'assemblée nationale, par des décisions, en date des 14 et 21 octobre 1789, donnait provisoirement au Châtelet, la connaissance des délits de lèse-nation.

Pour répondre à l'impatience de l'opinion, l'Assemblée

(1) Voir Desjardins. *Les cahiers aux Etats généraux* en 1789 et la *Législation criminelle*.

constituante, n'attend pas que la Constitution ait établi la responsabilité des ministres et des autres agents de l'autorité. Avant même de proclamer les Droits de l'homme, son premier soin est d'instituer cette Haute Cour qui doit être l'organe de la souveraineté nationale.

Elle confie la surveillance des fonctionnaires, la révélation des complots et des crimes de lèse-nation à tous les citoyens, le droit d'accusation aux seuls représentants de la nation, le jugement à des jurés directement élus par le peuple. Le droit d'accusation est même refusé au roi, et les décrets d'accusation rendus par l'assemblée nationale, n'ont pas besoin d'être sanctionnés par lui. Le roi n'a pas davantage le droit de choisir celui qui remplira le rôle d'accusateur public ; c'est l'Assemblée qui désigne elle-même, et dans son sein, les grands procureurs chargés de la poursuite.

La création de cette juridiction, d'abord sous la forme d'un tribunal provisoire, par les décrets des 5-13 mars 1791 fut inspirée, moins dans la pensée de protéger l'État contre les complots politiques, que dans celle de défendre le peuple contre les agents du pouvoir exécutif, dans lequel la Révolution vit toujours un ennemi.

Elle était affectée d'un vice grave qui était un retour au despotisme antérieur. Comme le disait l'abbé Maury : « avant de créer une Haute Cour, il faudrait savoir de quoi elle s'occupera ; il faudrait faire des lois, avant de créer un tribunal qui les appliquera ». Cazalès réclamait qu'on commençât par déterminer quels étaient les crimes de lèse-

nation qui devaient être jugés par le Tribunal : « Ce crime, disait-il, a été trop longtemps indéfini et la postérité n'apprendra pas sans surprise que des législateurs ont créé un Tribunal et que des juges ont osé juger avant que la véritable acception du mot de crime de lèse-nation ait été fixée ». Malgré tout cela, le Tribunal provisoire devint la Haute Cour nationale dans la Constitution des 3-14 septembre 1791.

Il fallait cependant déterminer les crimes politiques qui en ressortissaient. Nous n'avons pas à parler ici des actions en responsabilité contre les ministres et autres fonctionnaires publics, mais seulement des complots et attentats politiques.

Ils furent mentionnés dans le code des 25 septembre-6 octobre 1791 : « Tous les complots et attentats contre la personne du roi, du régent, ou de l'héritier présomptif du trône seront punis de mort ».

L'Assemblée législative y ajouta un chef spécial par la loi sur les émigrés du 9 novembre 1791 ; elle les sommait de rentrer en France avant le 1^{er} janvier 1792, déclarant qu'à partir de cette date, leur absence du royaume les constituerait, *ipso facto*, coupables du crime de conspiration contre la patrie, et passibles de la peine de mort.

A la suite de conspirations inspirées par la Constitution civile du clergé, l'Assemblée décida de convoquer la Haute-Cour, mais il lui fallut deux mois de discussion pour l'organiser et la convoquer. Sa procédure fut trop longue au gré des révolutionnaires ; la Commune de Paris est en

effervescence ; six cents patriotes armés vont à Orléans, où siège la Haute Cour, et enlèvent les prisonniers. La Haute Cour n'existe plus que de nom, la Terreur commence.

La Convention supprima la Haute-Cour. L'acte constitutionnel du 24 juin 1793 maintient au Corps législatif le droit d'accusation des « prévenus de complots contre la sûreté de la République (art. 55) ; le décret des 4-6 décembre 1793 organise la pénalité qui va de la dégradation civique et de la confiscation des biens à la mort. C'est à cette époque que fut jugé et condamné Louis XVI.

Le Directoire, avec la Constitution du 5 fructidor an III veut rétablir, non plus une Haute Cour nationale, mais une Haute Cour de justice composée de membres du Tribunal de cassation et compétente pour juger tous les crimes de lèse-nation, commis par des fonctionnaires ou par des particuliers. Mais avant même que les lois l'eussent organisée éclatait la conspiration de Babeuf. Il fallut voter à la hâte les lois des 19 et 20 thermidor an IV : la première n'admettait pas de recours en cassation contre les jugements de la Haute Cour, et la seconde organisait la procédure et le jury de jugement, sur des bases assez libérales.

Le jugement du complot de Babeuf dura un mois entier : « Jamais dit un auteur, juridiction souveraine n'apporta plus de soins et de scrupules à l'accomplissement de sa mission ».

Avant de se séparer la Convention votait la loi du 10 vendémiaire an IV sur la responsabilité ministérielle, dont

une partie traitait des délits commis par les ministres contre la sûreté générale et la Constitution. La compétence passait de la Haute Cour au Tribunal criminel.

En même temps le Code des délits et peines du 8 brumaire an IV édictait dans son article 612 que toutes conspirations ou complots tendant à troubler la République par une guerre civile serait puni de mort.

La jurisprudence l'interpréta d'une façon très extensive et nous voyons bientôt assimilée à la sûreté publique la personne même des gouvernements. Un jugement du Tribunal de cassation du 9 pluviôse an IX considère comme complot ou attentat contre la République le complot ou attentat commis contre la personne du premier consul, bien que la Constitution du 22 frimaire an VIII, alors en vigueur, fût muette à cet égard.

Cette Constitution de l'an VIII destinée à rétablir la force et le prestige du pouvoir et issue d'un coup d'Etat devait, par une loi naturelle, craindre les crimes politiques et ne pouvait que les déférer à une juridiction exceptionnelle. La Haute Cour est rétablie; mais elle semble n'avoir eu qu'une compétence *ratione personæ*, et n'être destinée qu'à juger les Ministres.

Elle devient la Haute Cour Impériale dans le Sénatus-Consulte organique du 28 floréal an XII; sa compétence est étendue à tous les délits personnels des hauts fonctionnaires et des membres de la famille impériale, à tous les attentats, complots et crimes contre la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat, la personne de l'empereur et celle

de l'héritier présomptif de l'Empire, article 101. Elle agit sur la dénonciation du Corps législatif ou la poursuite du Ministère public et ne peut prononcer que des peines édictées par le Code pénal : c'est la mort pour les attentats et complots.

Le Code pénal de 1810, dans son article 87, étend cette même peine à l'attentat ou au complot contre la vie ou la personne des membres de la famille régnante ; à l'exemple de la loi du 25 septembre 1791, il ne sépare pas le complot de l'attentat.

Une nouvelle orientation dans la pénalité des crimes politiques va commencer avec le régime représentatif, et de plus en plus on va les distinguer des crimes de droit commun.

§ 4. — *Droit contemporain.*

Restauration et Monarchie de juillet. — La Charte de 1814 fait disparaître définitivement de nos lois la peine accessoire de la confiscation (article 66) ; elle confère à la Chambre des pairs le jugement des « crimes de haute trahison et des attentats à la sûreté de l'Etat qui seraient définis par la loi ».

Mais cette définition successivement promise par l'article 33 de la Charte de 1814, et plus tard par l'article 39 de la Charte de 1830 ne fut jamais donnée. Des tentatives réitérées faites devant la Chambre des pairs pour

réglementer la procédure du jugement échouèrent les unes après les autres.

Le crime n'étant pas défini, la procédure n'étant pas réglée, comment interpréter la charte ?

La Cour des Pairs compléta l'article 33 en l'interprétant. Elle se fonda sur l'article 68 qui maintenait les lois existantes pour poser ce premier principe : « Que la définition des crimes prévus par l'art. 33 ne devait pas nécessairement être cherchée dans les lois postérieures, mais pouvait être précisée dans le Code pénal. » Cette manière de voir fut consacrée par le jugement de l'affaire du maréchal Ney; et il en fut de même sous la monarchie de Juillet.

Deux lois postérieures, celles des 10 avril 1834 et 9 septembre 1835 vinrent étendre la compétence de la Chambre haute, en lui déférant de nouveaux délits : la première était relative aux associations et portait dans son article 4 que les attentats contre la sûreté de l'Etat commis par les associations mentionnées dans la loi pourront être déférés à la juridiction de la Chambre des Pairs conformément à l'article 28 de la Charte constitutionnelle. La seconde (art. 1, 2, 5) déclarait que les délits de presse qualifiés attentats pourraient être déférés à la Chambre des Pairs, toujours conformément à l'article 28 de la Charte. Ces délits, c'était la provocation, par l'un des moyens énoncés dans l'art. 1^{er} de la loi du 17 mai 1819, à l'attentat contre la vie ou la personne du roi (art. 86, Code pénal) ou les membres de la famille royale (art. 87), ou à l'attentat

ayant pour but de changer la forme du gouvernement, ou l'ordre de successibilité au trône (art. 87) ; ils comprenaient également l'offense au roi, l'attaque contre la forme ou le principe du gouvernement établi, etc. . . .

En ce qui touche les infractions prévues par les lois de 1834 et de 1835, la compétence de la Cour des Pairs devenait certaine ; elle devait donc, à plus forte raison, exister pour les attentats prévus par les articles 86 et 87 du Code pénal. Puisqu'en effet, aux termes de l'article 1^{er} de la loi de 1835 la simple provocation, par des moyens déterminés, à commettre le crime, constituait un attentat de la compétence de la Cour des Pairs, à plus forte raison, devait-il en être ainsi du crime lui-même et de la tentative de le commettre.

Une seconde question, non moins grave, fut tranchée par la Cour des Pairs : elle posa en principe que sa compétence en matière d'attentat n'avait qu'un caractère facultatif (1) et qu'elle laissait subsister concurremment la compétence des tribunaux de droit commun, tant qu'ils n'avaient pas été dessaisis par un acte de la prérogative royale.

Ainsi tandis que l'ordonnance royale du 11 novembre 1815, renvoyait le maréchal Ney devant la Cour des Pairs comme accusé de haute trahison et d'attentat à la sûreté de l'Etat, une autre ordonnance du 6 septembre renvoyait au contraire devant la Cour d'assises de la Seine Lavalette, comme complice de l'attentat commis dans les

(1) Arrêt du 24 janvier 1821.

mois de février et mars 1815 contre la personne du roi et les membres de la famille royale. Condamné à mort, il se pourvut en cassation pour incompétence de la Cour d'assises ; mais la Cour de cassation, conformément à la jurisprudence de la Cour des Pairs, jugea que la compétence de cette dernière n'était pas exclusive (1).

La Cour des Pairs entendait apprécier elle-même d'après les circonstances de temps et de lieu, l'importance des faits et des personnes, si elle devait demeurer saisie ou renvoyer les inculpés devant les tribunaux ordinaires (2).

Il est donc certain que la justice de droit commun pouvait et devait connaître des attentats à la sûreté de l'État tant que le pouvoir exécutif ne l'en avait pas dessaisie pour en saisir la Chambre haute.

La compétence de la Cour des Pairs en cette matière était donc facultative à double titre : 1° en ce sens que le pouvoir exécutif pouvait ne pas la saisir ; 2° en cet autre sens que saisie, elle pouvait se dessaisir.

Nous avons aussi à nous préoccuper, pour les complots et attentats pendant la Restauration, de l'organisation de la procédure.

La Chambre des Pairs ne pouvait être saisie que par ordonnance royale contresignée par le garde des sceaux, remise au Président de la Chambre, en séance publique, si elle était en session. L'instruction n'avait pas lieu devant la Cour, si elle n'avait été ordonnée par arrêt ;

(1) Cass. 14 décembre 1815. S. 1816.1.32.

(2) Voir Cauchy : *Précédents de la Cour des Pairs*, p. 160.

mais elle se faisait par une délégation spéciale. Les débats avaient lieu dans la forme ordinaire des débats de la Cour d'assises, et les récusations étaient permises. L'attitude des accusés dans le célèbre procès d'avril motiva la loi du 9 septembre 1835 qui permit de les juger même en leur absence.

La Cour s'attribua un pouvoir discrétionnaire dans la délibération sur la culpabilité et l'application de la peine. Elle ne se considérait comme liée ni par les termes de l'accusation, ni par ceux du réquisitoire elle s'affranchit de l'obligation de se conformer à la pénalité établie par le code pénal. Usant discrétionnairement du pouvoir de diminuer les peines, elle ne prenait pas une délibération spéciale et distincte pour les circonstances atténuantes, ou l'appréciation de la récidive. Telles sont les règles principales qui ressortent des délibérations sur les complots et attentats suivants : affaire Ney (1) ; conspiration du 10 août (2) ; le procès des accusés d'avril (3) ; les émeutes du 12 mai (4) ; attentat de Louvel (5) ; Fieschi (6) ; Meunier (7), etc.

Ainsi s'élaborait péniblement cette jurisprudence de la criminalité politique dans laquelle suivant l'expression d'un auteur, « les hommes valaient mieux que les institu-

(1) Cour des Pairs, 6 décembre 1815.

(2) Cour des Pairs, 1821.

(3) Cour des Pairs, mars à décembre 1835.

(4) Cour des Pairs, 12 juillet 1839.

(5) Cour des Pairs, 6 juin 1820.

(6) Cour des Pairs, 15 février 1836.

(7) Cour des Pairs, avril 1839.

tions ». La justice de la Cour des Pairs fut loin d'être irréprochable. Sous des influences extérieures on vit les juges étouffer la liberté de la défense et fermer la bouche à Berryer se levant pour invoquer l'article 12 de la Capitulation de Paris. Il faut reconnaître que la Cour se montra autrement calme et équitable dans le procès des ministres de Charles X, malgré les cris qui montaient de la rue jusque dans le prétoire.

Mais le vice capital du système, c'était le manque de définition des crimes dits complots et attentats contre la sûreté de l'État. Est-ce vraiment faire œuvre de justice que condamner un accusé pour un crime que n'a encore défini ni puni aucune loi ? Doit-on parler de tribunal en parlant d'une assemblée qui pour punir est forcée de créer à la fois la qualification du crime et la peine qui le frappe.

Sans doute, quand l'inculpé était déféré à la Cour d'assises, les mêmes griefs subsistaient, mais, au moins, on échappait à l'aggravation apportée à l'arbitraire par le caractère politique du juge. Aussi est-ce sur ce caractère politique, que les accusés d'Avril, comme le Prince Napoléon, s'appuyaient pour récuser les juges.

Un grand progrès fut cependant réalisé par la loi du 28 avril 1832 qui sépara l'attentat du complot, et décida que « l'exécution ou la tentative constitueraient seules l'attentat ».

L'ancien article 88 du code pénal de 1810, portait au contraire « il y a attentat dès qu'un acte est commis ou commencé pour parvenir à l'exécution de ces crimes (ceux

prévus par les articles 86 et 87) quoiqu'ils n'aient pas été consommés. »

Depuis la rédaction de 1832, il faut maintenant, pour qu'il y ait crime d'attentat dans le sens de l'article 88, que la résolution d'atteindre le but criminel auquel voulaient parvenir les auteurs de l'attentat, se soit manifestée par des actes consommés, ou par des actes tentés conformément à l'article du code pénal ; c'est-à-dire par des actes complètement exécutés ou par des actes constituant un commencement d'exécution, n'ayant manqué son effet que par suite de circonstances indépendantes de la volonté de son auteur.

La distinction de l'attentat et du complot offrait, dès lors, un intérêt considérable puisque, d'après la loi, l'attentat seul pouvait être puni de la peine de mort.

La République de 1848.

La République de 1848 réalisa un progrès considérable dans la voie libérale, en abolissant la peine de mort en matière politique.

Le jugement des complots et attentats était déferé, non plus à une seconde chambre, puisqu'il n'y avait plus que l'Assemblée nationale, mais à une Haute-Cour spéciale, à laquelle il était nécessaire de revenir avec le système d'une Assemblée unique. Mais comme sous le régime précédent, cette juridiction de la Haute-Cour était facultative

et n'excluait pas la compétence des tribunaux de droit commun. En effet, la constitution du 4 novembre 1848, déclarait que la Haute-Cour jugerait « toute personne prévenue de crimes, attentats ou complots contre la sûreté intérieure ou extérieure de l'État que l'Assemblée aurait renvoyée devant elle », ce qui impliquait la faculté pour l'Assemblée de ne pas lui renvoyer la connaissance desdits crimes. Cette interprétation était corroborée par l'argument tiré, *a contrario*, de l'article 100 de la constitution qui au contraire disait expressément : « Le Président de la République n'est justiciable que de la Haute-Cour de justice. »

L'accusation était, sous le régime nouveau, qui voyait avec défaveur toute prérogative exercée par le pouvoir exécutif, aux mains de la seule Assemblée.

L'accusé était renvoyé devant un tribunal analogue à celui de 1791, composé de cinq juges nommés par la Cour de cassation, chaque année, et choisis dans son sein, et de trente-six jurés pris parmi les membres des Conseils généraux.

Convoquée avant même qu'une loi organique eût déterminé la procédure qu'elle allait suivre, la Haute-Cour appliqua les règles de procédure du Code d'instruction criminelle, comme le demandait M. Odilon Barrot, à l'Assemblée nationale (1).

Il est à remarquer que la loi n'indiquait, pas même d'une façon générale, comme l'avait fait la Charte, les

(1) Séance du 22 janvier 1849.

faits qui pouvaient motiver le renvoi des accusés devant la Haute-Cour.

C'est sous ce régime, qu'elle jugea l'attentat du 15 mai 1848, celui du 13 juin 1849, qui déjà déferés à la Cour d'assises furent enlevés à cette dernière par décret; les accusés se pourvurent en vain en cassation.

Ce fut le tribunal politique qui, par son origine, procédant uniquement de l'élection et du sort, a offert aux accusés les garanties les plus hautes.

Constitution de 1852.

La Constitution de 1852 s'inspirait d'un autre esprit. « Le Sénat ne sera plus, dit le préambule de la Constitution, comme la Chambre des Pairs, constitué en Haute-Cour de justice, il conservera son rôle de modérateur suprême; car la défaveur atteint toujours les cours politiques quand le sanctuaire des législateurs devient un tribunal criminel. L'impartialité du juge est trop souvent mise en doute, et il perd de son prestige devant l'opinion qui va quelquefois jusqu'à l'accuser d'être l'instrument de la passion ou de la haine. Une Haute-Cour de justice choisie dans la haute magistrature, ayant pour jurés des membres des Conseils généraux de toute la France réprimera seule les attentats contre le chef de l'État et la sûreté publique ».

L'article 54 de la Constitution pose le principe de la

Haute-Cour en ces termes : « Une haute-cour de justice juge sans appel ni recours en cassation toutes personnes qui auront été renvoyées devant elle comme prévenues de crimes, attentats ou complots contre l'Empereur ou contre la sécurité intérieure ou extérieure de l'État. Elle ne peut être saisie qu'en vertu d'un décret impérial. »

Elle fut organisée par les sénatus-consultes du 10 juillet 1852 et du 4 juin 1858 sur les bases précédentes.

Le haut-jury sous la direction des hauts-juges n'avait encore qu'une compétence facultative, *ratione materiæ*, alors qu'au contraire il avait une compétence obligatoire *ratione dignitatis* ; il était saisi par décret sauf pour les ministres accusés par le Sénat ; le crime est instruit conformément au code d'instruction criminelle et peut être déféré à la Haute-Cour tant que la cour d'assises n'a pas jugé (1). Le jugement de culpabilité devait être rendu à la majorité de 20 voix.

Quant à la peine, nous avons vu que le décret du 24 février 1848 et l'article 5 de la Constitution des 4-10 novembre de la même année avaient aboli la peine de mort en matière politique, peine que la loi du 8 juin 1850 a remplacée par la déportation dans une enceinte fortifiée. Cette modification a été implicitement consacrée par la constitution des 14-22 janvier 1852. Cependant la loi des 10-15 juin 1853 a rétabli dans certains cas la peine de

(1) On peut noter cette particularité que les délits politiques pouvaient être jugés par la Haute-Cour ; seule la Chambre de jugement statuait alors.

mort en matière politique ; elle peut être prononcée contre ceux qui attenteraient à la personne ou à la vie de l'empereur, ou à la vie des membres de sa famille.

Or si l'attentat contre la vie peut être un assassinat de droit commun, l'attentat contre la personne ne peut être puni de mort que par dérogation à ce droit commun, comme peine politique spéciale.

En tout cas la Haute Cour ne pouvait appliquer que les peines du code pénal.

Elle fut supprimée purement et simplement par le décret du 4-13 novembre 1870.

DEUXIÈME PARTIE

LE COMLOT ET L'ATTENTAT SOUS LE RÉGIME DE LA CONSTITUTION DE 1875.

CHAPITRE PREMIER

GÉNÉRALITÉS

§ 1^{er}. *Lois en vigueur.* — § 2. *Distinction de l'attentat
et du complot.*

§ 1^{er}. — *Des lois en vigueur.*

La loi constitutionnelle des 24-28 février 1875, ne parle des attentats commis contre la sûreté de l'État que pour les déférer au Sénat constitué en Haute-Cour de justice

(art. 9). Cet article qui faisait partie du contre projet de M. Wallon a été adopté sous discussion, sans qu'aucun député se soit levé pour demander une définition de ces crimes.

D'autre part la loi du 16 juillet 1875 sur les rapports des pouvoirs publics déclare dans son article 12 : « Le Sénat peut être constitué en cour de justice par un décret du Président de la République rendu en conseil des Ministres pour juger toute personne prévenue d'attentat commis contre la sûreté de l'Etat. . .

Une loi postérieure déterminera le mode de procéder pour l'accusation, l'instruction et le jugement ».

Cette loi, c'est celle du 10 avril 1889. Mais, votée en vue de poursuites que l'on entrevoyait alors comme imminentes, elle ne comprend, comme l'indique d'ailleurs son titre (1), que les règles de procédure; elle reste muette sur les éléments du délit.

En l'absence de règles constitutionnelles, on s'est à nouveau posé la même question que sous les régimes précédents. Est-ce que, en dehors des dispositions constitutionnelles ou des règles législatives, organisatrices de la Haute-Cour de justice, on peut avoir recours aux dispositions du Code pénal pour caractériser le délit ».

On pourrait soutenir la négative et prétendre que les articles 86 et suivants du Code pénal, édictés en vue d'un

(1) Loi sur la procédure à suivre devant le Sénat pour juger toute personne inculpée d'attentat contre la sûreté de l'État.

régime politique différent et aujourd'hui disparu, ne sauraient être encore en vigueur.

On doit dire au contraire que l'affirmative résulte, avec certitude, de deux dispositions législatives nouvelles.

En effet, l'article 24 de la loi du 29 juillet 1881, réprime la provocation non suivie d'effet « à l'un des crimes contre la sûreté de l'État prévus par les articles 75 et suivants jusques et y compris l'art. 101 du Code pénal ».

Ce renvoi implique ainsi la reconnaissance, par le législateur républicain, de la vigueur des articles en question.

Il est d'ailleurs évident que si la provocation est punie, c'est parce que le fait auquel elle se réfère est punissable d'après la législation en vigueur.

De plus, il arrive fréquemment que la loi pénale protège et sanctionne des institutions, et punit des délits, qui n'existent pas à l'époque de sa promulgation, mais qui ont été qualifiés tels par des dispositions législatives postérieures ou qui se rattachent aux principes généraux qui l'ont fait édicter.

Enfin la loi de 1889 a mis définitivement fin à cette controverse ; elle contient en effet une règle importante dans son article 23, ainsi conçu : « Les dispositions pénales relatives au fait dont l'accusé sera reconnu coupable, combinées s'il y a lieu, avec l'article 463 du code pénal seront appliquées, sans qu'il appartienne au Sénat d'y substituer de moindres peines ».

Il ne faudrait pas cependant entendre cette solution

d'une façon absolue ; les articles subsistent et sont en vigueur, mais il est bien entendu qu'une distinction doit s'établir entre leurs différentes dispositions.

Les unes en effet, comme celle des articles 86 et 90, étaient destinées à protéger la personne et la vie de l'Empereur et des membres de sa famille.

L'avènement du régime républicain a nécessairement fait tomber ces dispositions. On l'avait ainsi pensé en 1848, et la preuve en est dans ce fait qu'il fallut une nouvelle loi, celle du 10 juin 1853, pour faire de cet attentat un crime spécial. On doit en décider de même depuis 1870.

On ne saurait d'ailleurs tenter d'appliquer cet article au chef actuel du pouvoir exécutif : ce serait forcer le sens comme l'esprit des textes.

La pratique actuelle confirme d'ailleurs cette abrogation, et nous verrons que les attentats commis contre la personne du Président de la République ne sont plus des crimes politiques, mais des crimes de droit commun.

Il faut donc considérer comme abrogés l'article 86 et par suite l'article 90 qui ne punit que la résolution de commettre les crimes de l'article 86 ; il est non moins évident que la partie de l'article 87 relative à l'attentat dont le but est de changer l'ordre de successibilité au trône est également abrogée par suite du changement de régime politique.

Mais il n'en est pas de même des autres infractions punies par notre section.

Aussi les attentats et les complots qui ont pour but, soit

de détruire ou de changer le gouvernement, c'est-à-dire de substituer une autre forme de gouvernement à celle actuellement existante, soit d'exciter les citoyens à s'armer contre l'autorité publique, demeurent punis par les dispositions pénales des articles 87 et suivants. Les principes, en effet, que consacrent ces articles sont absolument indépendants des formes contingentes aux gouvernements : ils constituent, au contraire, la sanction permanente des multiples dispositions constitutionnelles qui nous ont régis. La jurisprudence a eu plusieurs fois, à faire application de ces principes, et c'est ainsi que, notamment en 1849, les accusés ayant invoqué le défaut de loi sur le crime commis, la Cour de cassation jugea que « si les dispositions de l'article 87 qui protègent l'autorité royale et l'ordre de successibilité au trône se trouvent aujourd'hui sans application possible, et doivent être considérées comme abrogées tacitement, il ne s'ensuit pas que la première disposition de cet article ait cessé d'être en vigueur, puisqu'elle n'a rien d'inconciliable avec la forme de gouvernement proclamée par l'Assemblée nationale, antérieurement au 15 mai, jour de l'attentat imputé aux demandeurs (1). . . . »

(1) S. 49. 4. 232.

§ 2. — *Distinction de l'attentat et du complot.*

Nous avons vu en faisant l'historique des crimes de lèse-majesté, puis de lèse-nation, que de tout temps on avait confondu dans une même réprobation et une même pénalité le complot et l'attentat. C'est que, en matière de crimes contre la sûreté de l'État, il faut toujours prévenir l'événement, qui ne pourra être puni s'il réussit. La loi ne punit en général, dans les crimes de droit commun, que la consommation ou la tentative, manifestée par des actes d'exécution. Les actes de préparation du délit échappent à la loi; il ne mettent en effet encore en péril, ni la société elle-même, ni ses intérêts. Au contraire, dans les crimes politiques, il serait trop tard pour punir après la consommation; il serait même généralement dangereux d'attendre la tentative. Il faut donc une action préventive.

Jusqu'en 1832, on avait été tellement loin dans cette voie qu'on punissait de la même peine l'attentat et le complot; le législateur confondait les deux crimes.

L'ancien droit, nous l'avons vu, allait jusqu'à punir la volonté de commettre un crime de lèse-majesté. Les anciens juristes considéraient comme attentat et punissaient à ce titre non seulement les actes d'exécution contre la personne du roi, de ses proches, ou contre la souveraineté de l'État, mais encore la tentative éloignée, la résolution collective ou individuelle de commettre le crime.

Ainsi selon Muyart de Vouglans, le complot, le régicide manqués sont des attentats au même titre que le régicide accompli (1).

Nous avons vu encore que le droit pénal de la Révolution ne se dégageait pas de ces précédents. Le Code pénal de 1791 prend bien le mot attentat dans le sens de tentative opposée au crime consommé (2), mais aussi par attentat, il entend à la fois le crime réussi, manqué ou tenté (3). Il accole d'ailleurs les deux expressions l'une à l'autre, comme s'il voyait entre elles une certaine synonymie. Le Code de Brumaire an IV reproduit la même confusion (4), et le Code pénal de 1810 dispose dans son article 88 : « Il y a attentat dès qu'un acte est commis ou commencé pour parvenir à l'exécution de ces crimes quoiqu'ils n'aient pas été consommés ». C'est encore confondre certains crimes et la tentative de les commettre. De plus quoique distinguant dans les termes l'attentat et le complot, ces deux crimes sont encore confondus dans la pénalité qu'ils font encourir.

A ce point de vue, ainsi que le fait remarquer M. Blanche (5), la loi du 28 avril 1832 a apporté un changement complet dans la législation ; le complot n'est plus confondu avec l'attentat ; chacun de ces crimes a pris un

(1) Muyart de Vouglans : *op. cit.*, liv. III, ch. I, p. 132.

(2) C. P. 1791, II^e partie, titre II, sect. I, art. 15.

(3) *Id.*, II^e partie, tit. I, section II et section III.

(4) Art. 616, 620, 623.

(5) Blanche, t. II, p. 463.

caractère moins équivoque et plus approprié à sa nature ; les peines ont été adoucies et la non révélation a cessé d'être punie.

Dès lors « l'exécution et la tentative constituent seules l'attentat ». Celui-ci n'est plus punissable que s'il a été manifesté par un commencement d'exécution et cesserait de l'être si l'exécution était interrompue par le désistement volontaire de ses auteurs.

Au contraire l'acte préparatoire de l'attentat cesse de constituer la tentative de ce crime ; il devient une circonstance aggravante du complot.

Désormais il faut donc considérer plusieurs phases dans le développement de l'infraction : 1^o La proposition faite et non agréée de former un complot ; 2^o le complot lui-même ; 3^o les actes matériels tendant à préparer l'exécution du complot ; 4^o la tentative ; 5^o la consommation du crime. Les trois premières phases dans les crimes de droit commun demeurent impunies ; elles le sont au contraire dans les crimes contre la sûreté de l'Etat. Les deux dernières constituent la période d'exécution ; les deux degrés, sont, comme dans le droit commun, punis de la même peine.

Nous verrons dans quelle mesure cette distinction fut étendue ; il nous suffit d'avoir montré que depuis la loi de 1832, la distinction qu'elle a faite entre l'attentat et le complot justifie notre étude séparée de l'un et de l'autre crime.

Cette distinction est d'ailleurs non seulement chrono-

gique, mais encore logique. La répression du complot, crime tout exceptionnel est moins réclamée par les juristes du droit criminel que par les nécessités politiques.

D'autre part, l'existence de ce crime exige, pour être prouvée, l'appréciation plus ou moins arbitraire des intentions des individus. On ne peut donc frapper les auteurs d'un complot d'une peine irréparable.

Nous étudierons donc, dans les deux chapitres suivants, selon l'ordre logique des faits : 1^o le complot ; 2^o l'attentat .

CHAPITRE II

LE COMLOT.

« Il y a complot, d'après l'article 89, § 3, dès que la résolution d'agir est concertée et arrêtée entre deux ou plusieurs personnes ».

Le crime existe dès cet instant, et quelles qu'en soient les conséquences, il est dès lors atteint par la loi.

Une différence capitale sépare donc le complot de toutes les autres infractions punies par le Code pénal : la loi ne punit généralement que l'exécution ou la tentative, c'est-à-dire le commencement d'exécution. Ici au contraire, ce commencement d'exécution n'est pas nécessaire.

Le motif de cette dérogation au droit commun est celui que nous avons déjà signalé, à savoir que l'attentat qui aurait réussi ferait, la plupart du temps, échapper son auteur à toute pénalité, car il est porté au pouvoir. Il faut donc punir dès que l'attentat est comploté. C'est ce que montrait déjà Berlier dans l'exposé des motifs du code de 1811 : « Le suprême intérêt de l'Etat ne permet pas d'attendre et de ne considérer comme criminels que

ceux qui ont agi ». Et l'idée en a été longuement développée par le rapporteur de la loi du 28 avril 1832 : « Dans les crimes contre la sûreté de l'Etat, disait-il, une telle longanimité de la loi aurait d'immenses périls. Un crime privé ne met pas en danger la puissance qui doit le réprimer ; l'Etat survit à la victime. Le succès le plus complet ne donne aucune chance d'impunité. Le criminel d'Etat est dans une condition bien différente ; son ennemi est aussi son juge ; la victoire lui donne le pouvoir et lui rend les droits de l'innocence. Ici la répression ne peut plus attendre la tentative, car une tentative heureuse rendrait la répression impossible et l'existence seule du complot est un incalculable danger. C'est donc pour l'Etat un droit de légitime défense que d'incriminer et de punir le complot avant son entière exécution ».

Il faut cependant remarquer que cette exception en faveur des crimes contre la sûreté de l'Etat n'est pas absolue. En effet, la loi ne punit pas la simple résolution de commettre un crime politique, alors même que cette résolution serait avouée oralement ou par écrit, et que par suite, il n'y aurait aucune incertitude sur son existence.

La résolution qui constitue le complot n'est pas une résolution pure et simple ; c'est la résolution qui se manifeste par un fait externe dangereux pour l'ordre social c'est « la proposition faite et non agréée de former un complot pour arriver aux crimes mentionnés dans les articles 86 et 87 » (art. 89, § 4).

Ainsi un individu a formé le dessein de transformer la

République parlementaire en une République plébiscitaire : il fait part de cette résolution à un tiers, non pour l'associer à son entreprise, mais simplement à titre de confiance. Il n'y a pas complot, et le révolutionnaire, malgré la dénonciation du confident, ne pourra être poursuivi.

Si, au contraire, il a proposé à ce tiers de s'associer avec lui, de devenir son auxiliaire, il y a, dès lors, un acte de propagande, puni par la loi ; c'est à ce moment précis que commence la criminalité politique parce que, dès lors, un danger sérieux se révèle ; il est démontré que la résolution de l'individu n'est pas vaine.

Il y a dans le complot trois formes ou séries d'actes punissables, et trois degrés de culpabilité.

1^o La proposition faite et non agréée de former un complot ;

2^o Le complot ;

3^o Le complot suivi d'actes préparatoires.

§ 1^{er}. — *La proposition non agréée de former un complot.*

Nous venons de déterminer à quel moment l'acte devient punissable. Il faut : 1^o qu'il y ait eu une proposition de former un complot ; 2^o qu'elle ne soit pas agréée par celui auquel elle était adressée.

En premier lieu il faut une proposition. Celle-ci ne saurait résulter de propos vagues et insignifiants, ou d'une simple communication à un tiers par la parole, ou par la

voie d'un journal. Il faut en effet écarter la provocation par la voie de la presse, provocation qui devient, si elle a été suivie d'effets, un acte de complicité, et si elle n'a pas eu d'effets, un délit spécial prévu et puni par la loi du 29 juillet 1881 (art. 23, 24, 25).

En second lieu la proposition doit ne pas avoir été « agréée ». Il n'est pas nécessaire, par contre, qu'elle ait été rejetée par celui auquel elle était faite, il suffit qu'elle n'ait pas été « agréée ». Le délit existerait donc si le confident s'était tu à la communication que lui a fait l'auteur. En effet, comme nous l'avons dit, la loi se contente du fait externe de la proposition. La Commission du Corps législatif, avait bien proposé la substitution du mot « rejetée » à l'expression « non agréée ». Mais le Conseil d'Etat repoussa cet amendement. Dès lors le rôle de celui à qui la proposition est faite devient indifférent, en dehors du cas, où au contraire il l'accepte, et par suite devient co-auteur du complot.

Bien que la loi ne parle que de la proposition de « former » un complot, il faut cependant étendre le caractère délictueux à la proposition d'entrer dans un complot déjà formé. Il y a là, en effet, une criminalité encore plus grave. Et d'autre part la formule de la loi s'explique par ce fait que l'auteur de la proposition tombe déjà sous le coup de l'inculpation, s'il fait partie du complot, ce qui sera le cas le plus fréquent.

Si au contraire il était en dehors du complot, il faudrait quand même appliquer l'art. 89, § 4.

La peine dont est punissable l'auteur d'une tentative de complot n'est plus aujourd'hui une peine criminelle. L'ancien Code y appliquait la réclusion. La loi de 1832 en fait un délit spécial puni de peines correctionnelles. En effet, comme le faisait remarquer Berlier dans l'exposé des motifs de l'ancien code « la simple proposition non agréée de former un complot est punissable elle-même, mais à un moindre degré, car bien qu'il n'ait manqué à celui qui a fait la proposition que de trouver des gens qui voulussent s'associer à ses dessins criminels, cependant le danger et l'alarme n'ont pas été portés au même point que si le complot eût réellement existé ».

On a voulu aller plus loin et prétendre que la loi n'avait pas le droit de punir la simple proposition non agréée. Rossi, dans son traité de droit pénal, déclare que de simples paroles, rapportées par ceux auxquels elles ont été dites, paroles qu'il est si facile de mal entendre et de mal interpréter, qui peuvent n'être que l'explosion d'un mouvement de colère, une boutade de l'animosité et de la haine, ne doivent pas constituer une résolution criminelle. M. Garraud, dans son traité de droit pénal (1), admet que « c'est un fait bien peu déterminé, bien peu sérieux, bien peu alarmant, pour l'ordre social, et qu'il le verrait sans trop de regrets disparaître du catalogue des faits punissables ».

C'est là une opinion trop absolue. Il peut fort bien arriver que la proposition ait été faite à plusieurs personnes, à

(1) Garraud. *Traité de droit pénal*, 2^e éd. III, p. 307.

différentes reprises, que son auteur ait communiqué ses plans, développé ses projets, révélé ses moyens d'exécution, ce qui dénote une criminalité assez grave pour être punie.

La solution la meilleure serait dans une détermination de plus en plus exacte des circonstances dans lesquelles la proposition est assez sérieuse pour constituer un danger pour l'ordre social.

§ 2. — *Le complot simple.*

Nous avons vu que le complot se distinguait, d'une part, de la proposition dont il est question au paragraphe précédent, parce qu'il y avait dans le complot, proposition agréée, et résolution d'agir, concertée et arrêtée, et d'autre part de l'attentat, parce qu'il n'y avait pas encore d'acte d'exécution.

Les éléments constitutifs du crime de complot sont indiqués dans la formule même de l'article 89 ; il faut : 1^o qu'il y ait résolution d'agir ; 2^o que cette résolution soit l'œuvre de plusieurs personnes ; 3^o qu'elle soit concertée et arrêtée en commun ; 4^o et il faut ajouter que la résolution ait eu pour but l'un des attentats prévus par les articles 87 et 91.

Nous devons étudier successivement chacune de ces conditions.

1^o — *Résolution d'agir.* — Le code pénal de 1810 en faisait une véritable tentative punie de la peine du crime.

Or la tentative, en règle générale, exige un commencement d'exécution pour devenir punissable. Il y avait donc, en notre matière, une véritable exception aux principes généraux. La réforme de 1832 a fait disparaître cette anomalie.

Cette résolution est devenue un crime spécial et distinct par elle-même et par elle seule. « Il importerait peu, disait M. de Peyronnet, remplissant devant la Cour des Pairs les fonctions de procureur général dans l'affaire de la conspiration du 19 août 1820, que la résolution fût conditionnelle, comme par exemple, si l'on était convenu d'agir dans le cas où tel événement se produirait au-dehors. La résolution n'est certainement ni moins réelle ni moins coupable pour avoir été subordonnée à des faits indépendants de ceux qui l'ont formée... Peu importerait aussi qu'en prenant la résolution d'agir, on eût différé de fixer l'époque de l'action, ou que cette époque fût en même temps incertaine ; le complot est indépendant de l'action proprement dite et à plus forte raison de l'époque de l'action. »

Il en serait différemment toutefois si la résolution d'agir après avoir été arrêtée, était volontairement abandonnée par les conjurés : l'intention criminelle cesserait en effet d'exister.

C'est du moins l'opinion émise par M. de Peyronnet, dans l'affaire citée plus haut.

Elle tire son motif de ce fait, qu'il serait imprudent et impolitique de s'obstiner à punir des projets non tentés

ou abandonnés. Le législateur ne doit pas fermer au coupable la voie du repentir et ne lui laisser de salut que dans le succès de son crime.

Nous croyons qu'il serait impossible, en se basant sur cette idée, d'imposer une solution que n'a pas prévue la loi pénale. Mais le fondement de l'abandon des poursuites est tout autre, c'est qu'en réalité la présomption légale d'une résolution concertée doit forcément disparaître devant la preuve contraire.

Dans ce cas, croyons-nous, il y aurait un renversement de la preuve.

Le Ministère public doit prouver la résolution criminelle; il ne lui suffit pas d'apporter la preuve de l'affiliation à une société ayant un projet criminel; il doit prouver l'intention même chez l'accusé de commettre un attentat.

Mais, si les conjurés invoquent, à leur tour, que bien qu'ayant eu un but criminel, ils ont volontairement cessé de le poursuivre, la preuve incombe à leur charge, et ils doivent montrer que cet abandon ne peut être attribué à aucune circonstance fortuite indépendante de leur volonté.

On a pensé que les juges pourraient regarder comme non arrêtée la résolution d'agir, si l'événement auquel était conditionnellement soumise l'exécution de l'attentat n'était nullement probable (1).

2° — *La résolution d'agir doit être l'œuvre de deux ou plusieurs personnes.* — La résolution isolée de commettre un attentat n'est encore rien aux yeux de la loi;

(1) Morin. *Rép. v° Attentat.*

mais si cette résolution est prise par deux ou plusieurs personnes, sous la condition qui suit et dont nous allons immédiatement parler, chacune d'elles devient co-auteur du complot (1).

3° — *Elle doit être arrêtée et concertée entre les différents auteurs.* — C'est l'élément caractéristique de l'incrimination. Il faut qu'il y ait une sorte d'association pour l'exécution du complot. C'est ce pacte d'association qu'a voulu punir le législateur, car c'est de lui que naît tout le danger. « Ce que la loi punit, disait M. Berville, défendant un des accusés du 19 août 1820, c'est un contrat de société contre la sûreté de l'Etat ».

Il faut que l'accord existe sur le but du complot, sur les moyens d'exécution, sur la distribution des rôles. Jusque là, il n'y a pas concert parfait, il n'y a pas société.

« Tant qu'on diffère ou que l'on peut différer sur le but, les conditions, les moyens, les fonctions à remplir, le pacte n'existe pas. L'unité, voilà l'essence du complot... ».

Reconnaissons donc que la résolution d'agir n'est punissable que lorsqu'ayant été successivement précisée, communiquée, partagée, concertée, arrêtée, elle est arrivée à ce point de fusion, de centralisation, d'unité, qui rassemble toutes les volontés dans une volonté commune et collective, qui ne demande plus de délibération, et permet de passer à l'instant même à l'exécution ».

Aussi est-ce contre cette condition que les accusés ont

(1) Haute Cour de justice, 14 août 1889. Boulanger et autres.

toujours dirigé leurs efforts; en 1899, tout dernièrement encore, devant la Haute Cour, leur argument principal a été celui qu'aucun accord ne pouvait exister entre eux, puisque, animés d'opinions politiques différentes, ils ne pouvaient être d'accord sur le gouvernement qu'il conviendrait de substituer à celui que existait et qu'il s'agissait de renverser.

Il ne faut pas cependant pousser à l'extrême les conditions exigées par la loi pour l'existence du complot: il suffit, avons nous dit, d'un accord sur le but et les moyens. Or, quand il s'agit de complot, le but n'est certainement pas d'instituer un gouvernement, mais celui plus immédiat de renverser le gouvernement établi. Il suffit donc que les co-auteurs soient d'accord sur ce point pour que le complot existe. « Le but, écrivait M. Hennequin, en 1835, c'est le renversement de ce qui est, et l'on peut aisément s'entendre sur ce point, sauf à se diviser dès qu'il s'agira de remplacer ce que la conjuration aura détruit ».

Aussi la difficulté de prouver le complot est bien plutôt dans l'établissement de l'accord sur les moyens d'exécution.

Du fait que la résolution est arrêtée entre plusieurs personnes, on a conclu que le complot appartient à la catégorie des infractions continues; il consiste moins dans le fait de concerter la résolution que dans la résolution concertée et arrêtée (1).

(1) Ortolan. Tome I, n° 755.

4^o — *Le complot doit avoir pour but un des attentats prévus par les articles 87 et 91 du Code pénal.* — Nous sommes ici, nous l'avons signalé, en matière exceptionnelle. Si l'association criminelle avait pour objet tout autre crime, la règle du droit commun reprendrait son empire, c'est-à-dire qu'on ne pourrait incriminer le complot que si un commencement d'exécution l'avait suivi ; ce serait alors la tentative du crime et non le complot qui serait réprimée.

Nous devons signaler une difficulté qui s'est élevée sur ce point, depuis que la loi du 18 décembre 1893 a donné une nouvelle rédaction à l'art. 265 du Code pénal. Le législateur, ne pouvant faire appliquer à des associations de malfaiteurs, dont le crime n'était pas caractérisé aux termes de l'article 266 par « l'organisation de bandes ou de correspondances entre elles et leurs chefs », les articles 265 et suivants du Code pénal, a, par une disposition nouvelle, puni à la fois « l'association formée, quelle que soit sa durée ou le nombre de ses membres, et même toute entente établie dans le but de préparer ou de commettre des attentats contre les personnes ou les propriétés », en dehors de tout commencement d'exécution. Serait-ce un principe nouveau du droit pénal et l'exception serait-elle devenue la règle ? Nous ne le croyons pas, car dans la pensée de ses auteurs la nouvelle loi était dirigée contre les associations anarchistes ; malgré qu'elle soit conçue dans des termes généraux, elle vise un crime spécial.

§ 3. — *Le complot suivi d'actes préparatoires.*

Dans l'ancienne conception de l'attentat, les actes qui en préparaient l'exécution constituaient le crime même. Dans le système de la loi de 1832, ils ne constituent plus qu'une circonstance aggravante du complot.

Les crimes, en effet, entraînent toujours des préparatifs qui peuvent encore être pour leurs auteurs d'utiles avertissements. « C'est surtout au moment des apprêts, dit Hennequin (1), que les conspirateurs se mesurant avec les difficultés, presque toujours avec les impossibilités de l'entreprise, ont besoin d'une grande force de volonté pour persister dans leurs projets. »

Quelles sont les conditions que doivent réunir les actes préparatoires pour entrer dans la législation exceptionnelle du complot ?

1^o — Il est nécessaire, en premier lieu, que le complot soit suivi d'un acte effectif, d'un fait matériel extérieur. C'est ainsi que des écrits ou des discours ne sauraient constituer la circonstance aggravante que nous étudions.

2^o — En second lieu, il est nécessaire que cet acte ait été non seulement conçu, mais encore commis, ou au moins commencé. Il ne faut pas cependant qu'il constitue par lui-même un acte d'exécution ; dans ce cas ce serait non un

(1) *Op. cit.*, p. 28.

complot aggravé, mais un attentat (1). Il faut et il suffit que l'acte soit une préparation de l'exécution.

Sans doute cette distinction est délicate à établir. Il est à peu près impossible de faire ici une énumération : on ne pourrait donner que des décisions d'espèces. On peut dire cependant que d'une façon générale, les actes préparatoires sont ceux qui précèdent l'action sans en faire partie, et les actes d'exécution ceux dont l'ensemble constitue le crime même. Ainsi l'achat de munitions, la location des lieux pour les déposer, la préparation des armes sont des actes seulement préparatoires d'une insurrection, l'action n'est pas en effet commencée.

Mais au contraire la prise des armes, la marche vers le siège du gouvernement sont des actes constituant un commencement d'exécution, transformant le complot en attentat.

La loi du 24 mai 1834 peut nous être, en cette matière, un guide précieux ; les faits mentionnés dans les articles 1, 2 et 3 sont des actes préparatoires : la fabrication des armes prohibées, leur distribution, leur port, la distribution non autorisée de poudre, la détention de poudres de guerre ou de plus de deux kilogrammes d'une poudre quelconque, la fabrication et la distribution de cartouches, etc ; ces faits sont punissables comme délits spéciaux quand ils sont individuels, et ce sont des circonstances aggravantes du complot, quand ils en sont la suite.

(1) Ceux qui auraient pris part à l'acte d'exécution sans avoir participé au complot, mais le connaissant, deviendraient complices d'un attentat.

Cependant, comme nous le disions plus haut, il y a place en cette matière à une large appréciation du juge : elle est d'ailleurs du domaine du juge du fond et échappe au contrôle de la Cour de Cassation (1).

3^o - - En troisième lieu, la circonstance aggravante exigeant nécessairement l'existence d'un fait principal, les actes préparatoires ne sont réprimés que s'il y a complot formé.

Ainsi celui qui, isolément, préparerait des attentats réprimés par les articles 87 et suivants ne tomberait pas sous le coup de ces articles et ne pourrait, le cas échéant, qu'être puni pour un délit spécial.

Il est même nécessaire que la relation entre le fait préparatoire et le complot, c'est-à-dire la résolution concertée et arrêtée soit nettement établie. Si le préparateur a ignoré la résolution dont il favorise à son insu l'exécution ou même s'il ne l'a pas connue tout entière, le lien entre les préparatifs et le crime politique est rompu : il n'y a plus d'acte préparatoire, de circonstance aggravante. Il en serait de même de l'individu qui, préoccupé de l'idée d'un complot non encore formé, se livrerait, dans cette pensée, à des préparatifs ; il ne tomberait pas davantage sous le coup de la loi du complot ou de l'attentat.

Telles sont les conditions que doit réunir l'acte préparatoire.

On a proposé une interprétation plus restrictive de l'art. 89, § 2. Dans ses observations sur le projet du Code

(1) Cass. 25 août 1812. *Stepmann*, 2-3 septembre 1825. *Lovarelle*.

belge, M. Huns (1) pense que l'acte ne devrait pas seulement être commencé, ce dont se contente notre article 89, mais qu'il devrait être commis. En effet, selon lui, on ne pourra jamais acquérir la conviction qu'un acte qui n'est que commencé l'a été pour préparer l'exécution d'un crime. Des auteurs français (2) se rangent à ses avis, estimant qu'un acte commencé n'est pas suffisamment caractérisé. On peut en effet admettre, suivant l'expression de M. Huns, que « le commencement d'un acte préparatoire échappe à toute appréciation judiciaire ». En matière pénale, il faut au juge une certitude.

Nous ne pouvons terminer sur ce point sans faire une remarque historique. L'article 90 établissait autrefois une exception à la charge des actes préparatoires d'un attentat contre le Roi, l'Empereur, ou leur Famille.

L'individu, qui avait formé seul la résolution de commettre l'un des crimes prévus par l'article 86, et qui avait accompli, sans assistance, un acte pour en préparer l'exécution, était puni par l'article 90 de la détention.

Les actes préparatoires étaient ainsi susceptibles de deux qualifications; s'ils se rattachaient à un complot, ils étaient passibles de la déportation, s'ils étaient le fait d'un seul, ils constituaient un crime spécial puni de la détention.

Cette anomalie a disparu avec l'abrogation tacite de l'article 86, depuis l'avènement du régime républicain.

(1) T. II, p. 75.

(2) Chauveau, Fraustin-Hélie et Villey, t. II, n° 56.

§ 4. — *Pénalités.*

Les peines applicables aux différents agents qui sont intervenus dans le complot à ses différents degrés sont clairement indiquées par l'article 89.

1^o La proposition non agréée de former un complot est punie d'un emprisonnement de un an à cinq ans et peut l'être accessoirement de la perte totale ou partielle des droits civiques, civils ou de famille, énumérés à l'article 42 du Code pénal.

2^o Le complot simple est puni de la détention.

3^o Le complot aggravé par un acte préparatoire de l'exécution est puni de la déportation.

Il importe de remarquer que tous ceux qui ont participé à un complot sont nécessairement punis de la même peine. Ils deviennent des co-auteurs. La nature même du crime ne permet pas de distinguer entre l'auteur principal et le complice, le chef et l'auxiliaire, l'instigateur ou l'organisateur et les subordonnés (1). La loi ne laisse au juge que la faculté de fixer la peine entre le minimum et le maximum légal.

Cette identité de peine pour tous ceux qui ont pris part au complot a même cet effet curieux de faire aggraver la condamnation de tous les coupables, alors même qu'un seul aurait commis l'acte préparatoire de l'exécution, circonstance aggravante.

(1) Garraud, t. III, 877.

Toutes ces solutions traditionnelles résultent de ce fait que les différents agents sont des co-auteurs.

Cette théorie est cependant battue en brèche par notre éminent professeur, M. Garçon, dans ses notes sur le Code pénal.

Il est des cas dans lesquels, selon lui, « la participation au complot n'étant qu'accessoire constituera juridiquement une simple complicité légale » (1). Ainsi serait seulement complice celui qui, sans se mêler de la conspiration, et dans le seul but de faire un acte de commerce, aurait sciemment fourni des armes aux agents du complot; ou encore en dehors de tout acte préparatoire, celui qui aurait fourni le lieu de réunion des conjurés, pour toucher un loyer.

La qualification de complice ou de co-auteur a un intérêt dans les questions à poser au jury.

Nous avons ainsi étudié les degrés successifs du complot.

Jusqu'ici nous sommes dans la phase préliminaire qui, pour les crimes contre les particuliers, demeure impunie, et qui ne l'est pour les crimes contre l'Etat qu'en raison du danger très grave qu'elle fait déjà courir à l'ordre public.

Mais qu'un acte nouveau s'ajoute aux actes préparatoires, nous entrons alors dans la période d'exécution; il n'y a plus seulement complot, le crime devient un attentat.

Il est alors atteint par la loi pénale au même titre que les crimes contre les particuliers manifestés par un commencement d'exécution; nous rentrons, à ce point de vue, dans le droit commun.

(1) *Code pénal annoté* sous les art. 89-90, n° 39.

CHAPITRE III

L'ATTENTAT.

Section I. — Généralités.

Nous avons vu que dans notre ancien droit, le mot « attentat » avait le même sens que le mot « tentative ». C'est la langue que parlent les criminalistes du xvii^e et du xviii^e siècle (1). C'est aussi celle des ordonnances.

L'Ordonnance de Blois, de 1579, dont les expressions ont été reproduites par l'ordonnance de 1670, dit au sujet du crime d'assassinat : « Nous voulons la seule machination et « attentat » estre puny de mort, encore que l'effet ne s'en soit point ensuivy... » Pour tous les crimes « atroces », l'attentat était puni de la même peine que le crime accompli. Nous avons vu qu'il en était ainsi, en particulier, pour les crimes de lèse-majesté au premier chef; on incriminait la tentative, même éloignée, en l'étendant aux actes préparatoires, à l'entente formée en vue de ces crimes et quelquefois même à la résolution.

De ces règles spéciales aux crimes atroces, on en est

(1) Rousseau de Lacombe, p. 61; Jousse, III, p. 249.

arrivé à une terminologie nouvelle; le mot « attentat » désigne tous les crimes atroces, et à quelque degré que l'on fût dans la genèse du crime; l'attentat comprend à la fois le crime consommé, le crime tenté, le crime résolu et la tentative éloignée (1).

Les Codes de la Révolution ont reproduit les mêmes conceptions et le Code pénal de 1811 reste fidèle à la tradition. Il répute « attentat » tout acte extérieur « commis ou commencé pour parvenir à l'exécution ». Il indique par ces termes d'une manière très nette les deux degrés de la tentative criminelle : la tentative éloignée et la tentative prochaine. Entre les actes simplement préparatoires, par lesquels l'agent se procure et dispose ses moyens d'exécuter le délit, et ceux qui forment clairement le commencement d'exécution de ce délit, il y a place pour d'autres faits qui, tendant à l'exécution du fait matériel sans être l'exécution elle-même peuvent être assimilés, suivant l'intention de l'agent, à des actes préparatoires ou à des actes d'exécution. Ces deux espèces de tentatives étaient comprises sous le nom d'attentat par l'ancien article 88. On pense même qu'il y faisait rentrer également la tentative très éloignée, l'acte simplement préparatoire.

D'autre part la théorie de la tentative en matière de droit commun s'était formée. Le code de 1791 ne punissant que l'attentat des crimes atroces, et considérant l'attentat comme une tentative, laissait impunies les tenta-

(1) Muyart de Vouglans, III, 4,132.

tives des crimes ordinaires. Celles-ci furent enfin incriminées par la loi du 22 prairial an IV, qui exigeait un commencement d'exécution, punissant seulement la tentative proche, et laissant en dehors de ses termes la tentative éloignée. Ce fut également la solution apportée par le code de 1811.

Dès lors, une contradiction s'éleva entre la théorie de la tentative des crimes de droit commun et celle des crimes contre la sûreté de l'État pour laquelle on avait conservé la théorie de l'ancien droit.

C'est cette anomalie qu'a fait disparaître la loi de 1832 : en décidant que l'exécution ou la tentative constituent seules l'attentat, le nouvel article 88, fait rentrer la tentative de l'attentat, sous l'empire de la loi générale, c'est-à-dire de l'article 2 du code pénal (1).

Ainsi, maintenant, pour qu'il y ait attentat, il faut un commencement d'exécution. Pour qu'il soit punissable comme tel, il faut qu'il n'ait été suspendu ou n'ait manqué son effet que par une circonstance indépendante de la volonté de son auteur ; quand il y a désistement volontaire de l'agent (2) ou quand les actes commencés sont purement préparatoires de l'exécution, le crime d'attentat disparaît ; il ne peut que rester un complot.

Cependant dans l'affaire de la rue des Prouvaires, le Ministère public a soutenu la thèse contraire, à l'aide de

(1) M. Garçon : *Code pénal annoté*.

(2) C'est ce qui résulte clairement de l'arrêt rendu dans l'affaire de la rue des Prouvaires, du 13 octobre 1832. — S. 32. 1. 730.

l'argumentation suivante: « L'exécution dont parle l'article 88 du Code pénal ne peut s'entendre que de la tentative et dès lors le mot tentative employé dans le même article ne peut plus désigner que les actes du degré précédent, c'est-à-dire les préparatifs. Comment, en effet, admettre que par le mot « exécution » le législateur ait voulu désigner la consommation, l'accomplissement du crime ? La consommation du crime de lèse-majesté, c'est la victoire, et dans le nouvel état de choses que la victoire aura fondé, quel sera le vengeur du système aboli ? »

Ce langage n'est pas exact, car la loi peut très bien prévoir et punir l'attentat consommé. Est-ce que le crime de Louvel n'a pas été consommé ? Et cependant il a été qualifié « d'attentat » par la Cour des Pairs. On cite encore le cas du maréchal Ney, qui réussit en partie son crime, puisque par sa défection le gouvernement royal fut renversé ; et aussi la Commune de Paris. La Cour de cassation a jugé dans ce sens dans l'affaire citée plus haut ; elle a décidé qu'en matière d'attentat contre la sûreté intérieure de l'État, la tentative ne se constitue que suivant la règle générale, non pas par un acte quelconque, commis ou commencé, mais par les caractères déterminés en l'article 2 du Code pénal.

Ainsi la tentative de l'article 88, c'est le commencement d'exécution, l'exécution c'est la consommation de l'attentat.

Cependant, ainsi que nous l'avons déjà signalé au début de cette étude, il faut bien reconnaître que l'histoire nous

montre que, la plupart du temps, l'attentat réussi, le succès assurent l'impunité au coupable, en lui donnant le pouvoir.

En règle générale, l'attentat n'existe que quand un acte matériel, un acte de violence le plus souvent a été constaté.

Mais quels sont les actes qui le caractérisent ? La loi ne l'a pas déterminé.

Elle ne pouvait en effet prévoir les faits multiples et variables qui dans un temps de troubles politiques peuvent constituer le crime.

Le Code indique seulement le but auquel les actes doivent tendre pour être qualifiés d'attentats ; et la loi de 1834, nous l'avons vu plus haut, peut être un auxiliaire précieux pour une classification de ces actes.

Le but indiqué par le Code, ce doit être soit celui de détruire ou de changer le gouvernement, soit d'exciter les citoyens à s'armer contre l'autorité « constitutionnelle » (art. 87), soit celui d'exciter la guerre civile, en armant ou en portant les citoyens à s'armer les uns contre les autres, soit enfin celui de porter la dévastation, le massacre et le pillage, dans une ou plusieurs communes (art. 91).

Mais comme nous l'avons indiqué, l'attentat nécessite généralement un acte matériel et brutal ; aussi il a été jugé, même sous le Code de 1810, que les discours et écrits contenant des provocations aux crimes contre la sûreté de l'Etat ne peuvent jamais être considérés comme constituant l'acte ou fait extérieur dont se forme l'attentat (1).

(1) Cass. 26 avril 1817, *Challes*.

Les discours et écrits ont toujours été, en effet, spécialement incriminés et punis de peines relativement douces lorsqu'ils n'ont pas été suivis d'effet.

Si au contraire, la provocation par la parole, le journal, ou le livre est suivie d'effet et que la relation de causalité peut être établie entre l'un et l'autre fait, il y aurait alors non plus seulement crime spécial, mais complicité. C'est ainsi qu'après la Commune le journaliste Maroteau fut condamné à mort pour provocation aux crimes d'attentat contre la sûreté de l'Etat, à l'assassinat de l'archevêque de Paris, au pillage commis en bande et à force ouverte (1).

On peut citer une exception à ce principe, mais cette exception n'appartient plus qu'à l'histoire : la loi du 9 septembre 1834 qualifiait attentat certaines provocations connues par la voie de la presse afin de pouvoir les déférer à la Cour des Pairs. Mais elle fut abrogée par le décret du 6 mars 1848.

La preuve peut offrir des difficultés sérieuses. S'il est facile de prouver les actes matériels qui peuvent constituer l'attentat, ou la tentative d'attentat, il n'en est pas de même quand il s'agit de démontrer la relation qui existe entre eux et l'attentat.

On vit souvent sous la monarchie de juillet, des faits de violence demeurer impunis par suite de la difficulté qu'on avait à les rattacher à un crime d'attentat, alors que con-

(1) 3^e conseil de guerre de la 1^{re} division militaire, 2 octobre 1871, Journal *Le Droit* du 2 et 3 octobre. Conseil de revision 19 octobre 1871, *Le Droit* du 25 octobre, Cass. 9 novembre 1871. S. 71. 2. 154.

sidérés isolément, ils n'étaient pas punis par la loi pénale.

C'est pour obvier à cet inconvénient que fut promulguée la loi du 24 mai 1834. Nous savons déjà que parmi les faits qu'elle réprime il en est qui constituent à la fois, et des actes d'exécution ou de tentative d'attentat, ou des crimes spéciaux.

Tels sont ceux qui visent les articles 5, 6, 7, 8 et 9 de la loi. La même accusation pouvait, selon M. Blanche, leur attribuer l'un et l'autre de ces caractères. Ils seraient retenus d'abord comme constitutifs de l'exécution ou de la tentative de l'attentat, et subsidiairement comme crimes spéciaux et individuels (1). En combinant ainsi les dispositions de la loi de 1834 et les articles 87 et 91 du Code pénal on arrive à envisager trois hypothèses différentes :

En premier lieu, si l'acte constitutif de l'attentat ne tombe pas sous le coup de la loi spéciale, et s'il est établi que le but poursuivi est un de ceux punis par le Code, la poursuite ne pourra être intentée que sous la qualification d'attentat.

En second lieu, s'il n'est pas prouvé que l'intention des auteurs a été de réaliser un des buts énumérés par le Code pénal, ces auteurs seront poursuivis seulement pour l'un des crimes spéciaux énumérés dans la loi de 1834.

En troisième lieu, s'il est manifestement prouvé que ceux qui ont commis les crimes ou délits de la loi spéciale avaient pour but de détruire le gouvernement, d'organiser

(1) Blanche. T. II 4, 477.

une émeute etc... la poursuite pourra viser l'un et l'autre crime.

Il est d'ailleurs bien d'autres crimes que ceux énumérés dans la loi de 1834 qui accompagneront généralement l'attentat, et qui constituent eux-mêmes des délits spéciaux punis par des dispositions particulières du Code ou des lois pénales : l'association illicite, la rébellion, l'assassinat. Il en est certes qui pourront constituer, suivant les circonstances, le fait matériel de l'attentat, s'il est établi qu'en les accomplissant l'auteur se proposait d'atteindre un des buts déterminés par les articles 88 et 91. Mais il ne suffirait pas de la connexité du crime de droit commun avec un complot pour en faire un attentat. L'assassinat, commis pendant une insurrection n'est pas un attentat ; il reste un assassinat, crime de droit commun. Il en a été ainsi jugé maintes fois ; on peut citer en ce sens les arrêts de la Cour de Cassation à propos de l'assassinat du général Bréa (1), des généraux Clément Thomas et Lecomte (2), et plus récemment l'assassinat du Président Carnot (3).

Il a été également jugé que le pillage au moment d'une révolution, n'est pas nécessairement un attentat (4). Il n'est pas moins certain que les attentats anarchistes sont des crimes de droit commun (5).

(1) Cass. 9 mars 1849. S. 49, 1, 209.

(2) Conseil de revision de Paris, 7 décembre 1871. — Le *Droit* du 9 décembre.

(3) Cour d'assises du Rhône, 3 août 1894.

(4) Cass. 17 août 1850. D. 50, 353.

(5) Cass. 25 janvier 1894 ; 29 avril 1894.

Une question importante a été agitée à propos de l'attentat politique, c'est celle des excuses ou même de la justification.

Des auteurs ont pensé que le crime d'attentat comportait l'excuse admise par l'article 100 du Code pénal en faveur des séditeux qui se sont retirés à un certain moment des bandes dont ils faisaient simplement partie. Mais cette excuse ne vise que les crimes spécifiés aux articles 96, 97 et 98 du Code. Elle n'est pas susceptible d'une interprétation extensive et la Cour de cassation a refusé de l'étendre aux crimes prévus par les articles 87 et 91 (1).

Mais on a encore été plus loin : on a prétendu que les coupables poursuivis pour une prise d'armes contre le gouvernement établi, pouvaient trouver un fait justificatif dans la violation de la Constitution qu'ils imputaient au gouvernement.

Les historiens politiques ont ainsi justifié le mouvement insurrectionnel de 1830. L'attentat deviendrait légitime quand il a pour but de résister à une violation de la Constitution par le Gouvernement.

Le droit d'insurrection en cas de violation de la Constitution ne dérive ni de l'article 110 de la Constitution de 1848, ni de l'article 3 ; il est au contraire en opposition avec les articles 1 et 4 du préambule de cette même constitution, avec son article 1^{er} ; enfin, dit-on avec tous les textes dans lesquels la Constitution a pourvu au danger de la violation ; aucun d'eux ne proclame le droit d'insur-

(1) Cass. 15 novembre 1855, *Lapierre*, S. 56.1.283.

rection, ou n'autorise d'une façon quelconque ce mode de résistance. Il serait également impossible de trouver dans les lois constitutionnelles de 1875, la reconnaissance d'un droit analogue. S'ensuit-il donc que toute insurrection est illégale et ne peut en aucun cas, constituer une sanction contre la violation de la Constitution ?

Il est certain que, dans notre régime politique, le droit public n'apporte pas toujours de sanction à l'inconstitutionnalité de l'acte gouvernemental ; il peut n'y avoir aucune voie de droit pour rétablir la légalité violée. Tant qu'il en subsiste, l'insurrection est assurément illégitime ; mais s'il n'y en a plus, il faut bien reconnaître que le recours à la force est alors la suprême ressource et le seul moyen de rétablir l'autorité de la loi. En face d'une violation flagrante de la Constitution, d'un coup d'Etat manifeste tenté par le gouvernement, l'insurrection peut devenir légitime. L'article 35 de la Constitution de 1793 le proclamait.

En effet, et on fit valoir cet argument durant la Révolution : le pouvoir dans l'Etat est fondé sur une sorte de contrat tacite. « Or, comme le dit M. Garraud, toute convention synallagmatique renferme virtuellement une condition résolutoire contre celle des parties qui viole le pacte social » (1). Quand ceux auxquels a été remise l'autorité publique, pour en user dans des conditions déterminées, méconnaissent leur propre engagement, ceux qui avaient consenti à se soumettre au pouvoir des chefs du

(1) Garraud : III, p. 324.

gouvernement se trouvent eux-mêmes déliés de leur promesse; le contrat politique est rompu; on retourne à l'état d'anarchie, dans lequel chacun use de sa propre force.

Mais, comme on l'a fait remarquer, il ne faudrait pas conclure du droit de résistance nationale contre le coup d'Etat au droit de résistance individuelle contre les actes illégaux de l'autorité.

Section II. — Énumération des attentats.

L'étude complète et détaillée de chacun des attentats prévus et punis par la loi dépasserait le cadre de ce travail. Nous nous bornerons donc à un examen très rapide de chacun d'eux.

§ I. — *Attentats qui ont cessé d'être incriminés par suite du changement de régime.*

L'article 86 du Code pénal prévoyait trois chefs d'incrimination :

1^o L'attentat contre la vie ou contre la personne de l'Empereur.

2^o L'attentat contre la vie ou contre la personne des membres de la famille impériale.

3^o L'offense commise publiquement envers la personne de l'Empereur et envers les membres de la famille impériale.

Nous avons déjà dit que cet article devait être considéré comme abrogé tacitement. Aucun des attentats qu'il punit ne saurait exister aujourd'hui.

1^o En effet, l'attentat contre la vie ou la personne de l'Empereur, ne saurait protéger ni la vie ni la personne du chef actuel de l'État, du Président de la République.

Sous le Code pénal de 1810, cet attentat contre l'Empereur était qualifié de crime de lèse-majesté, puni de la peine du parricide et emportait la confiscation des biens.

Après 1814, on considéra que la même disposition protégeait également le roi ; mais les chartes de 1814 (art. 60) et 1830 (art. 57) abolirent la confiscation générale, et la loi de 1832 fit disparaître la peine de l'art. 86 : elle effaçait en même temps la qualification de lèse-majesté qui venait de l'ancien régime.

Cependant, en 1810 comme en 1832, l'attentat de l'article 86 était un crime sortant du droit commun, incriminé d'une façon spéciale et puni de peines particulières. Aussi cette disposition fut-elle, en 1848, considérée comme abrogée avec la disparition de la personne du roi qu'elle visait spécialement. Avec le rétablissement de l'Empire, cette abrogation fut reconnue absolue, puisqu'il fallut une loi spéciale, celle du juin 1853, pour remettre en vigueur le nouvel article 86. Son abrogation avec l'avènement du régime républicain est donc de nouveau certaine.

Par suite l'attentat dirigé contre la vie ou la personne du Président de la République n'est plus frappé d'une pénalité privilégiée ; il demeure, quand à sa répression,

quel que soit le mobile auquel le coupable ait obéi, un crime de droit commun ; il fait tomber son auteur sous le coup des peines du meurtre, de l'assassinat (1) ou des coups et blessures (2). La vie du chef de l'État ne jouit pas d'une autre protection que celle des simples citoyens.

2^o L'attentat contre la vie ou contre la personne des membres de la famille impériale sous le code de 1810, ou royale dans la loi de 1832 était puni de mort. La loi de 1853 frappait de la peine de mort le seul attentat contre la vie, et de la déportation dans une enceinte fortifiée l'attentat contre la personne.

Ces dispositions, comme la précédente, sont devenues caduques par l'avènement du régime républicain.

La loi sur la presse du 17 mai 1819 décida de punir les offenses envers la personne du roi, lorsqu'elles sont commises à l'aide de certains moyens de publicité.

L'énumération de ces moyens fut jugée insuffisante, et la loi de 1832 ajouta à l'article 86 du Code pénal une disposition qui punissait toute offense commise publiquement, sans déterminer les moyens de publicité. La loi du 9 septembre 1835 distingua les affaires en affaires graves et affaires légères. Ce régime disparut avec la monarchie de Juillet.

(1) Cour d'assises du Rhône, 3 août 1899.

(2) Affaire *Christiani*, 1899.

Mais sous la République de 1848, il devint nécessaire également de défendre le Président de la République contre les attaques dont il pouvait être l'objet. Ce fut l'œuvre de la loi des 27-29 juillet 1849 qui, dans son article premier, punissait les attaques contre les droits et l'autorité que le Président de la République tenait de la Constitution, et les offenses envers sa personne. Seulement ce n'était plus là le crime d'attentat défini par le Code pénal et énuméré au nombre des crimes commis contre la sûreté de l'État.

Le second Empire, au contraire, revint à la législation antérieure : la loi du 10 juin 1853 rétablissait l'article 86 du Code pénal et réprimait « toute offense commise publiquement envers la personne de l'Empereur et les membres de la famille impériale ».

Cette incrimination destinée, à protéger le régime politique impérial atteignait, tous les actes, gestes ou paroles et la publicité pouvait résulter d'un moyen quelconque.

Elle est tombée avec l'Empire, et c'est en vain qu'on a songé à la faire revivre en faveur du chef de l'État (1).

La suprême magistrature de la troisième République n'est plus aujourd'hui protégée par le Code pénal et les peines de l'attentat ; l'offense envers le Président de la République, quand elle est commise par certains moyens de publicité, constitue un délit spécial puni par l'article 24 de la loi du 29 juillet 1881.

Ainsi l'attentat de l'article 86 n'existe plus ; l'abrogation tacite et complète de cet article a entraîné celle de

(1) Cass. 24 mai 1879. D. 79, 1, 374.

l'article 90, punissant la résolution individuelle et isolée de commettre l'un des crimes prévus par l'article 86.

Enfin parmi les trois chefs d'attentat énumérés par l'article 87, il en est un qui, par suite de la disparition du régime de la monarchie ou de l'Empire héréditaire, n'a plus d'objet : c'est celui qui a traits à la tentative de modifier l'ordre de successibilité au trône.

§ 2. — *Attentats punis sous le régime actuel.*

Après avoir écarté les dispositions pénales qui visent un état de choses disparu et par conséquent ne sont plus en vigueur faute d'objet, il nous faut étudier celles qui régissent les attentats dans le régime actuel de la Constitution républicaine ; ces crimes sont prévus par les articles 87 et 91 du Code pénal.

Ce sont :

1^o L'attentat ayant pour but « de détruire ou de changer le gouvernement » (article 87).

2^o Celui qui vise à « exciter les citoyens ou habitants à s'armer contre l'autorité publique (article 87). »

3^o Celui dont le but est d'exciter la guerre civile en armant ou en portant les citoyens à s'armer les uns contre les autres (article 91).

4^o Celui qui a pour but de porter la dévastation, le massacre et le pillage dans une ou plusieurs communes (article 91).

1^o *Attentat qui a pour but de détruire ou de changer le gouvernement.* — « Cet attentat, dit M. Blanche, se définit de lui-même : changer le gouvernement c'est en altérer la constitution ; le détruire c'est le renverser » (1). Il a pour but de substituer toute autre forme de gouvernement à celui que la Constitution a établi ; il s'ensuit donc que quoique établie sous un régime différent, la disposition précitée reste en vigueur ; en effet l'attentat qui tendrait à substituer la Monarchie à la République, comme celui qui aurait pour but de substituer la République à la Monarchie, fait nécessairement rentrer le crime dans les dispositions de l'article 87 qui n'a rien d'incompatible avec un régime quelconque (2). Ce point a été tranché dès la seconde République. La Cour de Cassation, dans l'attentat du 15 mai, repoussa la prétention des accusés qui affirmaient l'abrogation de l'article 87 par suite de la disparition du gouvernement royal, et la Haute Cour, par ses décisions, confirma cette manière de voir dans la même affaire et dans l'affaire dite du Conservatoire. La même jurisprudence s'est établie sous la troisième République à propos des affaires Boulanger en 1889 (3) et Déroulède en 1900 (4).

L'attentat peut avoir pour but, non de modifier le

(1) Blanche T. II n^o 740.

(2) Cass. 17 février 1849 : *Raspail*. S. 49. 2 225, Haute Cour de justice 2 avril 1849 : *Raspail*.

(3) Haute Cour, 4 août 1889 : *Boulanger, Dillon, Rochefort*.

(4) Haute Cour, 4 janvier 1900 : *Déroulède, Buffet, Guérin*.

régime lui-même, mais simplement de modifier la Constitution ; « changer la forme du gouvernement, dit M. Garraud, c'est par exemple supprimer le Sénat, restreindre les droits constitutionnels du Président de la République, ou des assemblées législatives » (1).

Il peut n'avoir pas trait seulement à l'organisation politique de la métropole : la Cour de cassation a eu l'occasion de considérer comme coupables d'attentat des individus qui « avaient formé avec une ou plusieurs personnes un complot ayant pour but de changer par la force le gouvernement de la République, tel qu'il est établi dans la colonie » (2).

Il faut toutefois soigneusement le distinguer du fait moins grave d'une attaque contre le gouvernement, commise dans le même but cependant, mais par la voie de la publication, délit prévu par la loi du 9 septembre 1835. Cette loi, dans son article 5, donnait le caractère d'un attentat contre la sûreté de l'État, à certaines attaques contre l'autorité royale et la Constitution que réprimaient les lois du 17 mai 1819 (art. 4), du 25 mars 1822 (art. 2) et du 29 novembre 1830. Le décret du 6 mars 1848, abrogea la loi du 9 septembre 1835 ; et la loi du 11 août de la même année, par son article 1^{er} appropriait aux nouvelles institutions la loi du 29 novembre 1830 remise en vigueur. Cet article 1^{er} fut déclaré par la loi du 27 juillet 1849 applicable aux attaques contre les droits

(1) Garraud, 2^{me} édition, t. III, p. 320, note 44.

(2) Cass. 1^{er} février 1849, D. 49. 1. 125.

et l'autorité que le Président de la République tenait de la Constitution.

La loi du 29 juillet 1881, sur la liberté de la presse ne réprime pas les attaques dirigées contre le principe ou la forme du gouvernement.

2^o *Attentat ayant pour but d'exciter les citoyens ou habitants à s'armer contre l'autorité publique.* — L'article 87, dans la rédaction de 1853, parlait de « l'autorité impériale ». Aussi a-t-on contesté que cette disposition fût encore en vigueur et l'arrêt rendu par la Cour de cassation dans l'affaire du 15 mai semble bien l'avoir considérée comme abrogé.

C'est là une erreur, pour les mêmes raisons que nous avons exposées dans le cas précédent; on est aujourd'hui à peu près d'accord sur ce point (1).

Mais on diffère d'avis dès qu'il s'agit de savoir par quelle expression il faut remplacer le mot « impériale » de la loi de 1853.

D'après certains auteurs, l'article 87 s'appliquerait aujourd'hui à l'attentat ayant pour but d'exciter les citoyens contre l'autorité du chef du pouvoir exécutif (2). A la différence de l'ancien droit et du droit romain (3) qui condamnaient l'attentat, non seulement contre l'autorité du prince, mais encore contre l'autorité de ses ministres et de ses officiers, l'article 87 ne sanctionnerait que les préo-

(1) Garraud, 2^e éd., t. III, p. 320.

(2) Garraud, *l. c.*

(3) Loi 5, au Code, *ad legem Juliani*....

gatives du Président de la République. D'autres, allant un peu plus loin, entendent par « autorité du chef du pouvoir exécutif » également celle du Président du Conseil des ministres, en cas de vacance de la présidence de la République.

Nous croyons qu'il faut encore faire un pas de plus. Dans les hautes sphères gouvernementales l'autorité du chef du pouvoir exécutif est intimement liée à celle des membres du cabinet, sans le concours desquels le Président de la République ne peut faire aucun acte politique. La jurisprudence devra donc interpréter d'une façon assez large l'article 87.

Dans l'affaire du complot Boulanger, Dillon, Rochefort, la Haute Cour a donné un texte qui, croyons-nous, peut remplacer l'expression « autorité impériale » de la loi de 1853 : « Attendu, dit l'arrêt du 14 août 1889, qu'il résulte des preuves de l'instruction écrite, que lesdits Boulanger, Dillon et Rochefort, ont conjointement, au cours des années 1886, 1887, 1888 et 1889, concerté et arrêté ensemble un complot ayant pour but, soit de détruire ou de changer le gouvernement, soit d'exciter les citoyens ou habitants à s'armer contre l'autorité « constitutionnelle », avec cette circonstance que ledit complot a été suivi d'actes commis ou commencés pour en préparer l'exécution ».

Cette expression d'autorité « constitutionnelle » est plus large que celle proposée par les auteurs ; elle est d'ailleurs conçue conformément à l'esprit même de l'article 87, qui, comme nous l'avons vu, ne subsiste que

précisément pour ce fait, qu'il a pour but de protéger le gouvernement quel qu'il soit, établi par la constitution actuelle du pays.

Mais si large que soit cette expression, elle ne saurait cependant comprendre l'autorité des simples agents du gouvernement ; ceux-ci, en effet, ne participent pas à l'autorité constitutionnelle, leur pouvoir peut être modifié par une loi ordinaire, organisatrice de l'autorité publique. La résistance armée à leur autorité ne constitue donc pas le crime d'attentat, mais seulement celui de rebellion.

D'autre part, nous avons déjà remarqué que pour que l'attentat existe, il faut qu'un acte matériel soit exécuté. Dans le cas présent, la doctrine se montre assez exigeante dans la détermination des faits requis pour caractériser l'attentat. « Le seul fait, dit M. Garraud, d'exciter les citoyens ou habitants à s'armer contre l'autorité présidentielle ne suffirait pas ; ce serait simplement une provocation » ; il faut de plus un fait qui démontre d'une façon indubitable l'intention des auteurs ; « il faut, par exemple que les conjurés se présentent armés sur la voie publique ; il faut que cet acte ait pour but d'exciter les citoyens à prendre les armes » ; il faut enfin que cette prise d'armes ne puisse avoir un autre objet que l'attaque contre l'autorité constitutionnelle.

3^o *Attentat dont le but est d'exciter la guerre civile en armant ou en portant les citoyens ou habitants à s'armer les uns contre les autres.* — « Par cette formule génér-

rale et vague, dit M. Garçon, la loi prévoit la guerre civile ; elle punit ceux qui l'organisent, l'entreprennent ou la soutiennent » (1).

Mais qu'entend-on par guerre civile ?

Cette expression a été différemment interprétée par les auteurs.

Les uns (2) pensent que la guerre civile c'est toute lutte violente à l'intérieur d'un état, entre les citoyens d'un même pays.

Elle peut avoir un mobile quelconque, le fanatisme religieux, comme l'intérêt matériel, ou l'opinion politique. Elle peut enfin être locale et ne soulever qu'une partie du pays.

Cette interprétation très extensive, surtout quand il s'agit d'une matière de droit pénal et même de droit exceptionnel, est, pensons-nous à rejeter.

Notre section traite des crimes politiques ; elle les punit de peines spéciales aux attentats ; l'attentat doit donc avoir un but, un mobile politique. D'excellents esprits déclarent qu'il y aurait guerre civile « si des grévistes (3), pour soutenir des revendications purement professionnelles, s'armaient dans le but de s'opposer à la reprise du travail par d'autres ouvriers, d'occuper les chantiers, de repousser la force armée ; si d'ailleurs cette résistance était suffisamment prolongée et se manifestait par de véri-

(1) Code pénal annoté sous l'article 91 n° 33.

(2) M. Blanche. T. II, 4^o, 500.

(3) M. Garçon. *Code pénal annoté*.

tables opérations militaires. » Mais c'est qu'alors il n'y a plus en jeu seulement un intérêt matériel ; les grévistes auront pour but d'imposer leur volonté, leur façon de voir à l'autorité elle-même ; il y aura un mobile politique qui s'ajoutera à l'intérêt professionnel, et des moyens de guerre civile pour arriver à leur réalisation.

De même encore, il ne suffirait pas, croyons-nous d'une querelle locale, d'une rixe entre particuliers, entre des communes même, pour constituer une guerre civile ; sans aller jusqu'à exiger un soulèvement de tout le territoire, il est cependant nécessaire qu'il soit assez important pour causer un danger politique au pays tout entier.

En un mot, on peut dire qu'il y a guerre civile, lorsque les membres d'une même nation s'arment les uns contre les autres pour substituer un règlement par la force au règlement pacifique et constitutionnel de leurs différends politiques.

L'excitation à la guerre civile n'existe donc que dans le cas où l'agent a provoqué un parti, une classe de personnes ou les citoyens en masse, à s'armer pour une cause générale, et où l'effet de cette excitation serait d'altérer les pouvoirs sociaux. Telle est la définition que donnait déjà Grotius au siècle dernier (1).

Ainsi un décret du 23 janvier 1844 rejeta un bref du pape adressé au chapitre de Florence, comme contraire aux lois de l'Empire et à la discipline ecclésiastique, et en défendit la publication ou l'exécution. Le décret portait

(1) Grotius : lib. 4, chap. 4, § 5.

dans son article 2 que « ceux qui seraient prévenus d'avoir par des voies clandestines provoqué, transmis ou communiqué de pareils brefs seraient poursuivis devant les tribunaux et punis comme coupables de crimes tendant à troubler l'Etat par la guerre civile aux termes des articles 91 et 103 du Code pénal ». Mais cette qualification d'attentat donnée à la transmission ou à la communication d'un bref avait un caractère politique et nullement religieux.

Il est certain qu'en acceptant cette théorie, la disposition de l'article 91 devient moins nécessaire. En effet, l'attentat dans le but d'exciter la guerre civile tendra presque toujours à détruire ou à changer le gouvernement établi, ou à restreindre l'autorité du pouvoir exécutif; or, cet attentat est déjà prévu par l'article 87. On pourrait donc prétendre que l'article 91, pour ce chef d'accusation, devient inutile. Mais cette affirmation est trop absolue : l'attentat peut avoir pour but non de changer ou de détruire le gouvernement, mais de l'obliger à suivre une autre ligne politique, et c'est surtout dans un conflit de grève que, croyons-nous, l'hypothèse peut aujourd'hui se présenter.

Quoiqu'il en soit, l'attentat de l'article 91, *in principio*, nécessite comme tous les attentats, un commencement d'exécution, un acte matériel ; c'est surtout dans cette hypothèse qu'il faut faire remarquer que des écrits et des discours seraient insuffisants pour le constituer, et la Cour de cassation a eu à faire l'application de cette règle.

L'excitation à la guerre civile par la voie du journal ou du livre ne tombe que sous le coup de la loi du 29 juillet 1881 (1).

Remarquons enfin que l'article 91 incrimine « les citoyens ou habitants », c'est-à-dire à la fois les nationaux et les étrangers résidant en France dont l'agent se serait servi pour fomentér des troubles civils.

4^o Attentat ayant pour but de porter la dévastation, le massacre et le pillage dans une ou plusieurs communes. C'est là un crime complexe qui n'existe, et qui n'est puni que s'il a eu ce triple but de dévaster, massacrer et piller. En effet, une simple dévastation ne serait qu'un délit de droit commun, une atteinte à la propriété ; le seul massacre constituerait un meurtre ou un assassinat ; le seul pillage, un vol. La réunion de ces trois délits forme un crime spécial, un attentat politique.

Ces trois éléments réunis, le crime est parfait ; il est inutile de rechercher si les auteurs étaient armés ou non armés ; le mobile des coupables, la pensée à laquelle ils ont obéi demeure indifférente.

Peut-être y aurait-il lieu de critiquer la loi sur ce point. Quand les auteurs n'ont pas envisagé un but politique, tel que la provocation d'une révolution, d'un bouleversement social, quand ils n'ont agi que par haine envers telle catégorie de personnes, ne se trouve-t-on pas en présence

(1) Cass. 42 avril 1833. — S.33.4.745. L'arrêt applique la loi du 17 novembre 1819, aujourd'hui remplacée par celle du 29 juillet 1881 (art. 24).

d'un crime de droit commun ? Est-il rationnel ou utile de le faire bénéficier de l'atténuation de peine, de ne le frapper que de la déportation, alors que, soumis au droit commun, il entraînerait la mort du coupable ?

Peines.— Les différentes formes d'attentat prévues par les articles 87 et 91 du Code pénal étaient punies sous le Code de 1810 de la peine de mort avec confiscation des biens.

La loi de 1832 a maintenu la même peine, mais ne parle plus de la confiscation abolie, par les Chartes de 1814 et de 1830.

Mais la peine de mort a été abolie en matière politique par l'article 5 de la constitution du 4 novembre 1848. C'est pourquoi la loi de 1853, modifiant l'art. 87 y a substitué la déportation dans une enceinte fortifiée conformément au principe que venait de poser l'article premier de la loi du 8 juin 1850 ; « la peine de la déportation dans une enceinte fortifiée remplacera la peine de mort dans tous les cas où cette dernière est édictée par le Code pénal pour des crimes politiques ».

Le texte de l'article 91 n'ayant pas été modifié par la loi précitée, c'est au juge à faire l'application directe de la loi de 1850, en punissant également de la peine de la déportation dans une enceinte fortifiée les crimes visés par l'article 91.

En outre le juge peut s'il existe des circonstances atténuantes prononcer soit la déportation simple, soit la détention (1).

(1) Cass. 14 août 1873 ; 13 mars 1884.

C'est ici le lieu de faire intervenir deux dispositions sur l'application desquelles on discute depuis longtemps.

L'aggravation de peines établie par l'article 98, contre ceux qui ont commis des crimes par bandes armées est-elle applicable à ceux qui se sont rendus coupables des attentats visés par les articles 87 et 94, avec la même organisation? On a fini par décider qu'il y avait là deux crimes distincts (1) et par suite que les coupables pouvaient être poursuivis sous l'une ou l'autre qualification; c'est qu'en effet la nature de l'attentat collectif est différente de celle de l'attentat individuel.

L'intérêt est considérable au point de vue de la pénalité. Celui qui est seulement reconnu coupable d'un attentat individuel et qui obtient des circonstances atténuantes, peut voir, nous l'avons dit, sa peine réduite de deux degrés, et abaissée à la détention. Celui qui, au contraire, est reconnu coupable du crime prévu par l'article 97 ne peut bénéficier que d'un degré d'adoucissement et doit être condamné à la déportation simple.

La seconde question est celle de savoir si l'excuse établie par l'article 100 est applicable aux attentats des articles 87 et 94.

Nous croyons également que cette disposition qui ne fait que compléter les articles 97 et 98 ne profite qu'à la simple adjonction à une bande et ne s'étend pas à ceux qui isolément ou dans une bande se sont constitués au-

(1) Cass. 30 août 1833. — S. 33. 4. 683.

teurs ou complices des attentats prévus par les art. 87 et 91 (1). C'est qu'en effet cette excuse est liée aux articles précédents et ne constitue par suite une excuse que pour le crime spécial de l'attaque par bandes armées.

Limitant notre travail aux attentats ci-dessus énumérés, il nous reste maintenant à dire quel est le tribunal compétent pour appliquer ces peines.

(1) Cass. novembre 1855. — S. 56. 4. 283 ; Garraud, 2^e édition, t. III. p. 338.

CHAPITRE IV

COMPÉTENCE ET PROCÉDURE.

En étudiant l'histoire du complot et de l'attentat sous les différents régimes politiques qui se sont succédés en France, nous avons vu que la connaissance des attentats contre la sûreté de l'Etat a été attribuée la plupart du temps à des tribunaux exceptionnels qu'on a successivement appelés : Commissions extraordinaires, Grands Jours, Haute-Cour nationale, Haute-Cour de justice, Haute-Cour impériale, Cour des Pairs, etc.

Après avoir été abolie par le décret du 4 novembre 1870, la Haute-Cour de justice a été rétablie par l'article 12 de la loi constitutionnelle sur les rapports des pouvoirs publics du 16 juillet 1875.

Elle a une compétence exclusive pour juger le Président de la République et les ministres quand ils sont mis en accusation par la Chambre, et une compétence facultative pour juger les auteurs des attentats contre la sûreté de l'Etat, qui n'ont pas cette qualité. Le Sénat, dit l'article 12, alinéa 3, peut être constitué en Cour de jus-

tice . . . pour juger toute personne prévenue d'attentat contre la sûreté de l'Etat (1).

Ainsi, pour ces infractions, il y a deux compétences. La première est celle de droit commun, déterminée par l'article 241 du Code d'instruction criminelle ; la seconde exceptionnelle est celle de la Haute-Cour de Justice.

Nous disons que la juridiction de la Cour d'assises est la juridiction normale même en matière de crime politique. C'est le principe qui a été posé d'une manière expresse par la loi du 8 octobre 1830 et qui a été sanctionné par la jurisprudence (2).

La juridiction de la Haute-Cour est au contraire exceptionnelle.

La Haute-Cour n'est en effet compétente que quand elle est saisie par le gouvernement, par un décret de l'Assemblée constituante sous la Constitution de 1848 (art. 91, etc.), par un décret du Président de la République rendu en Conseil des Ministres sous la Constitution de 1875. Des particuliers qui ont commis les crimes énumérés aux articles 87 et suivants du Code pénal peuvent être déférés à la Haute-Cour de Justice, et privés de la juridiction de droit commun.

Il n'y a là cependant rien de contraire à l'un des principes essentiels proclamés par la Révolution Française, à celui « que nul ne peut être distrait de ses juges natu-

(1) Art. 9, loi du 24 février 1875.

(2) Cass. 8 novembre 1834, S. 35.1.233.

rels » (1) ; en effet, les mêmes Constitutions qui avaient inscrit ce principe, au nombre de leurs dispositions, établissaient cependant en même temps une Haute-Cour de justice. On voulait simplement, par la disposition que nous avons rappelée, écarter les « jugements par commissaires » et « les Commissions extraordinaires » qui avaient eu un si triste retentissement dans l'ancien régime. Mais l'égalité devant la loi n'empêche pas que celle-ci organise à l'avance, pour des crimes particulièrement graves, des tribunaux spéciaux, à condition que la liberté individuelle y trouve des garanties suffisantes, tels les tribunaux militaires et les cours politiques de justice.

Ce tribunal exceptionnel qu'est la Haute-Cour de justice est nécessité par des raisons politiques sérieuses. Les tribunaux ordinaires ne se montrent en effet que timides et irrésolus à l'égard des crimes politiques ; quelle que soit leur gravité, l'esprit public ne les considère jamais avec ce sentiment de mépris et d'horreur qu'inspirent les crimes de droit commun ; aussi déférer un accusé politique à la Cour d'Assises, c'est presque demander son acquittement.

D'autre part, on a pensé, ce qui peut paraître douteux, que l'accusé devait préférer un tribunal politique : « Donner aux accusés politiques des juges également politiques, dit M. Esmein, paraît, pour eux-mêmes, la solution la plus désirable. C'est la plus avantageuse pour le souci de leur renommée ; c'est peut-être la plus équitable lorsque le

Constitution de 1791. Titre III, ch. V, art. IV. — Charte de 1814, art. 62-63 ; charte de 1830, art. 53-54.

crime accompli pleinement a irrémédiablement manqué le but visé » (1).

Enfin, il est désirable pour la dignité et le respect du Corps judiciaire de mêler le moins possible nos magistrats aux débats et querelles politiques. Or le jugement de l'auteur d'un attentat politique est plus politique que pénal.

Le principe d'une Haute-Cour ainsi justifié nous examinerons :

1^o Sa compétence.

2^o Sa procédure.

§ 1^{er}. — *Compétence.*

L'article 9 de la loi constitutionnelle du 24 février 1875 et l'art. 12 de celle du 16 juillet 1875 donnent compétence à la Haute-Cour saisie régulièrement, pour juger « les attentats commis contre la sûreté de l'État (2) ».

Mais ces textes ont fait naître une grave question. Il s'agit de savoir ce qu'il faut entendre par attentat contre la sûreté de l'État. La difficulté vient de ce que le Code pénal modifié par la loi du 10 juin 1853, a réservé le nom d'attentats aux crimes prévus par les articles 87 et 91 et que le langage courant désigne au contraire sous le nom d'attentats des crimes plus variés et plus étendus. La loi

(1) Esmein. *Droit constitutionnel*, 2^e éd., p. 736.

(2) Nous ne parlons pas ici bien entendu du droit de juger le Président de la République et les Ministres.

politique a-t-elle accepté la définition du Code pénal ou a-t-elle donné au contraire au mot attentat une acception propre qu'elle tire du langage courant.

On a soutenu qu'il fallait s'en tenir à la définition du Code pénal ; ce Code, a-t-on dit, a été fait spécialement pour définir les crimes ; la règle en cette matière, c'est l'interprétation restrictive.

Il résulterait de cette conception que la Haute-Cour ne serait pas compétente pour juger les crimes politiques tels que le complot, qui dans le Code pénal actuel, depuis la loi de 1832, est distingué de l'attentat.

La doctrine et la jurisprudence ont repoussé cette solution.

On ne peut, en effet, prendre les termes de nos lois constitutionnelles en eux-mêmes, n'y voir qu'une application du Code pénal et les isoler de tous les précédents. Il faut, au contraire, les rattacher à la tradition ; « Chacune des dispositions que nous proposons, disait M. Dufaure, dans l'exposé des motifs de la loi du 16 juillet 1875, a des antécédents dans quelques-unes des constitutions si variées qui depuis près d'un siècle ont régi notre pays ». Les articles en question ont été votés sans discussion, ce qui indique qu'on acceptait en cette matière la théorie traditionnelle. Or les constitutions antérieures, nous l'avons vu dans l'historique que nous en avons fait, entendaient de la façon la plus large les crimes qui pouvaient être portés devant la Haute-Cour de Justice, comme attentatoires à la sûreté de l'État.

En particulier, pour le complot, jusqu'en 1832, il n'était pas distingué de l'attentat lui-même. Aussi pense-t-on généralement que les faits qui peuvent être déférés à la Haute-Cour, sont tous ceux qui sont incriminés dans le livre III, ch. I, titre I, du Code pénal intitulé : *Des crimes et délits contre la sûreté de l'État*. Tous les crimes énumérés dans les articles 75 à 100 peuvent donc être déférés à la Haute-Cour.

La jurisprudence est également dans ce sens.

La Chambre des pairs, dans son arrêt du 6 juin 1820, fonde sa compétence sur ce que le Code pénal maintenu en vigueur par la Charte, range dans la classe des crimes contre la sûreté de l'État l'attentat contre la vie ou la personne d'un membre de la famille royale.

La Haute-Cour, dans son arrêt du 14 août 1889, a affirmé sa compétence d'une façon générale pour tous ces mêmes crimes : « Attendu, y est-il dit, que le mot attentat est évidemment pris ici dans son sens générique; que cette disposition a été constamment interprétée en ce sens que la Haute-Cour était compétente pour connaître de tous les attentats, c'est-à-dire de tous les actes attentatoires, notamment le complot, qui peuvent compromettre la sûreté extérieure ou intérieure de l'État, crimes prévus et punis par le chapitre I, titre I, livre III du Code pénal » (1).

Il en résulte que le Sénat peut être constitué en Haute-Cour de justice pour juger, non seulement le crime d'at-

(1) Haute-Cour de Justice 14 août 1889 : *Boulangier, Dillon, Rochefort*. S. g. 2, 241.

tentat, mais encore la résolution d'agir qui constitue le complot et que nous avons étudiée.

Par suite, ce tribunal devient également compétent pour connaître des faits, crimes ou délits connexes aux crimes d'attentat ou de complot, et notamment des actes, qualifiés crimes ou délits par la loi, et qui n'auraient été accomplis par les conjurés que pour leur permettre de se procurer les moyens de commettre les crimes d'attentat ou de complot (1).

En outre de la Cour d'assises et de la Haute Cour, il peut arriver qu'un troisième tribunal soit également compétent et ce fait se produira fréquemment, s'il s'agit d'insurrection : en effet, dans ce cas, le législateur ne tardera pas à proclamer l'état de siège dans la partie du pays soulevée ; les tribunaux militaires peuvent alors être saisis de la connaissance des crimes et délits contre la sûreté de l'État.

Cette compétence ne peut s'exercer qu'à une double condition : 1° Il faut que l'autorité militaire revendique la poursuite ; 2° Il est nécessaire que la Haute-Cour ne l'en dessaisisse pas (2).

Ainsi la Cour d'assises, ou seulement le tribunal correctionnel, quand il n'y a que provocation, la Haute-Cour quand elle est saisie, le tribunal militaire quand l'état de siège est déclaré : telles sont les juridictions compétentes pour connaître des complots et des attentats.

(1) Voir le même arrêt.

(2) Cass. 10 janvier 1873. *Sidi-ben-Ali-chérif*, S. 73. 1. 428.

§ 2. — *Procédure.*

a) *Convocation.* — D'après l'article 12, § 3 de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875, sur les rapports des pouvoirs publics, la Haute-Cour ne peut être convoquée que par un décret du Président de la République, rendu en conseil des Ministres. Comme il s'agit d'un acte grave et d'un tribunal d'exception, la loi veut que le gouvernement tout entier apprécie, sous sa responsabilité, l'importance des faits qui motivent la convocation de la Haute-Cour.

Cette convocation ne peut avoir lieu que quand la juridiction ordinaire n'a pas encore été saisie par un arrêt de renvoi ; c'est là une mesure de garantie pour les accusés qu'on pourrait déférer à un autre tribunal, au moment où déjà devant le tribunal ordinaire, ils sont sur le point d'être acquittés.

b) *Organisation du Sénat en Cour de justice.*

L'article 12, § 5 de la loi de 1875 (16 juillet) renvoyait à une loi ultérieure la détermination des « modes de procédure, pour l'accusation, l'instruction et le jugement devant la Haute-Cour. »

Tel fut l'objet de la loi du 10 avril 1889, loi hâtivement votée et incomplète.

Elle ne vise, d'ailleurs, que les crimes commis par les particuliers, ceux qui font l'objet de cette étude.

D'après cette loi, c'est le décret qui constitue le Sénat en Cour de justice qui doit fixer le jour et le lieu de sa première réunion (article 1). La loi du 22 juillet 1879 exigeait au contraire que la première séance eût lieu à Paris. La Cour a toujours le droit de désigner un autre lieu pour la tenue de ses séances.

Composition. — La Haute-Cour est composée des membres du Sénat; ceux-ci sont tenus de se rendre à la convocation, à moins d'excuses que le Sénat apprécie en Chambre du Conseil (article 2). Mais il est à remarquer que cette disposition impérative manque de sanction.

L'abstention d'un sénateur n'aura contre lui aucune conséquence, pas plus que la non-admission des motifs allégués. D'ailleurs, ce n'est pas là un oubli; le législateur n'a entendu apporter à cette obligation qu'une sanction morale. « L'obligation de venir participer aux travaux judiciaires du Sénat, lit-on dans le rapport, trouve une première sanction morale dans la conscience de chaque sénateur; elle en trouve une seconde dans l'examen fait par l'assemblée toute entière des motifs d'empêchement invoqués. »

La Haute-Cour peut ne pas comprendre tous les membres du Sénat.

En premier lieu, les sénateurs élus postérieurement au décret de convocation ne peuvent prendre part à ses travaux. En effet, en cas de renouvellement triennal, ou même d'élection partielle, les sénateurs nouveaux pourraient avoir pris des engagements vis-à-vis de leurs électeurs, au sujet

de l'affaire pendante, ils n'auraient plus l'esprit du juge ; en tout cas leur indépendance serait suspectée.

En second lieu, il peut se faire que la Cour se trouve réduite à un très petit nombre de membres, si la même affaire, revenait quelques années après avoir été jugée, par exemple par la rentrée d'un contumace ; surtout s'il y a eu trois renouvellements triennaux. La loi cependant ne saurait être autrement interprétée.

Ajoutons enfin que dans le calcul du nombre des sénateurs qui ont droit de prendre part aux débats et au jugement ne doivent pas être compris : 1° Les sénateurs qui n'auront pas été présents à toutes les audiences (art. 16) ; 2° les sénateurs, parents ou alliés de l'un des inculpés, jusqu'au degré de cousin issu de germain inclusivement (art. 28) ; 3° ceux qui ont été entendus comme témoins dans l'instruction et qui ont effectivement déposé (art. 28) ; 4° ceux qui auront fait valoir des motifs d'abstention reconnus valables par le Sénat (art. 29) ; 5° les sénateurs membres du gouvernement (art. 30).

— *Ministère public.* — Le Ministère public nécessaire à tout tribunal de répression, chargé de requérir l'application de la loi est choisi par le Président de la République parmi les membres de la Cour d'appel ou de la Cour de cassation ; il se compose d'un magistrat chargé des fonctions de procureur-général et d'avocats généraux qui l'assistent.

c) *Instruction.* — Le Sénat après avoir entendu le décret de convocation et le réquisitoire du procureur général en

audience publique confie l'instruction à une commission de neuf sénateurs nommée au scrutin de liste, au début de la session ordinaire de chaque année.

Un article du projet de loi faisait du président du Sénat un juge d'instruction ; il fut rejeté sur cette observation que sa situation serait fautive quand il deviendrait immédiatement après avoir instruit, le président de la Cour de justice.

Le président de la Commission d'instruction a tous les pouvoirs d'un juge d'instruction. Cependant, il n'est pas obligé, comme lui, d'entendre le ministère public avant de décerner des mandats d'arrêt ; il ne peut, sans la Commission, accueillir ou rejeter les demandes de mise en liberté provisoire ; il n'y a pas de voie de recours contre ses ordonnances ; il ne peut également rendre une ordonnance d'incompétence, car ce serait, de sa part, se faire juge de la compétence du Sénat toute entière ; il n'a donc qu'un rôle de rapporteur.

Le président de la Commission remet le dossier au Procureur général, qui le rend avec ses réquisitions écrites, qu'il fait communiquer au greffe, dont le greffier est le secrétaire général du Sénat, aux conseils choisis par les accusés ou désignés d'office par le Président de la Commission.

d) *Mise en accusation.* — Malgré qu'elle constitue un retard de nature à surexciter l'opinion publique, la procédure de la mise en accusation est favorable à l'accusé ; on l'a donc admise. C'est la Commission d'abord, le Sénat

ensuite, qui statuent. On ne pouvait, au sein du Sénat, créer une Chambre des mises en accusation, car la loi constitutionnelle veut que ce soit le Sénat en entier qui juge.

La Chambre d'instruction, sous le nom de Chambre d'accusation, statue donc par décision spéciale pour chaque inculpé (art. 44), ce qui ne veut pas dire par un arrêt spécial, car un arrêt unique est rendu pour tous. Puis le Sénat rend l'arrêt en Chambre du conseil, et le Procureur général rédige l'acte d'accusation qui expose la nature et les circonstances du fait.

En cas de contumace, on applique les règles du Code d'instruction criminelle.

e) Jugement. — Les débats sont publics.

Ils sont présidés par le président du Sénat ou, à son défaut, par l'un des vice-présidents (art. 45).

Les sénateurs qui n'auront pas été présents à toutes les audiences ne pourront concourir au jugement, et c'est pourquoi il est procédé au début de chaque séance à un appel nominal. Mais, en se reportant à la discussion du projet de loi devant le Sénat, on voit qu'il s'agit d'une absence pendant une audience entière, solution qui est conforme aux précédents de la Cour des Pairs.

La défense ne peut récuser que les membres de la Commission d'instruction.

Après l'audition des témoins, le réquisitoire et les plaidoiries, le président déclare les débats clos. La Cour se retire en Chambre du conseil, discute et vote séparément

sur les questions de culpabilité et d'application de la peine pour chaque inculpé. Le vote a lieu par appel nominal, en suivant l'ordre alphabétique et à haute voix, afin que la responsabilité personnelle et nettement affirmée de chaque sénateur donne plus d'autorité à la sentence.

La Cour des Pairs exigeait que la majorité en faveur de la culpabilité fût des cinq huitièmes des membres ayant assisté aux audiences. On avait proposé de reproduire cette disposition. Elle fut repoussée. On fit valoir qu'en l'espèce la simple majorité absolue présentait plus de garantie pour l'accusé que le système adopté par la Cour des Pairs. Devant celle-ci, il suffisait pour qu'une sentence fut légalement rendue qu'un tiers des pairs ait participé à la délibération; or, les cinq huitièmes d'un tiers ne donnent qu'une fraction de $5/24$, inférieure à un quart. Devant le Sénat, au contraire, un arrêt ne peut être rendu qu'avec la moitié plus un des sénateurs ayant voix délibérative; par suite, la majorité absolue ne peut être obtenue que par la moitié plus un des suffrages exprimés, c'est-à-dire par plus du quart des votes de ceux qui ont le droit de se prononcer.

C'est d'ailleurs la règle ordinaire des assemblées délibérantes et des juridictions de droit commun.

La décision sur la peine a lieu comme celle sur la culpabilité avec des particularités dont le détail se trouve dans la loi.

Sur ce point le Sénat n'a pas un pouvoir absolu. La

Cour des Pairs s'attribuait un droit illimité d'atténuation. Ce pouvoir modérateur s'expliquait avant que la réforme pénale de 1832 n'eût introduit les circonstances atténuantes dans notre législation criminelle. Cette réforme intervenue, la faculté de modérer la peine ne se justifiait plus ; ce serait exercer un véritable droit de grâce. Aussi la loi du 10 avril 1889 décide-t-elle, dans son article 23 que « les dispositions pénales relatives au fait dont l'accusé sera déclaré coupable, combinées, s'il y a lieu, avec l'article 463 du Code pénal seront appliquées, sans qu'il appartienne au Sénat d'y substituer de moindres peines ».

L'arrêt définitif est lu en séance publique par le Président et notifié par le greffier à l'accusé. Si celui-ci est contumace il y a lieu d'appliquer l'article 471 du Code d'instruction criminelle et de séquestrer les biens.

— *Absence de recours.* — Les arrêts de la Haute-Cour n'étant susceptibles d'aucun recours, il en résulte que l'inobservation des prescriptions édictées par la loi ne saurait avoir de sanction ; c'est ce qui ressort également des explications fournies au Sénat par le Président et le rapporteur. L'arrêt sur le fond étant inattaquable, l'omission des formalités qui devant une juridiction ordinaire seraient prescrites à peine de nullité, est par la même couverte.

Une initiative encore plus large est laissée à la Haute-Cour. En principe c'est aux lois générales sur l'instruction criminelle qu'on se réfère pour cette procédure en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions

de la loi de 1889. Mais l'article 32 apporte une restriction; ces lois ne sont appliquées que « s'il n'en est autrement ordonné par le Sénat. » Cette règle fut vivement attaquée dans la discussion de la loi.

Une loi, disait-on, est une disposition impérative, absolue, à laquelle il n'est pas permis de déroger; on ne peut voter une loi en se réservant le droit de ne pas s'y soumettre; la loi ne doit pas laisser la plus petite place à l'arbitraire, ce qui arrivera avec la disposition critiquée. Celle-ci fut cependant votée devant l'insistance des rapporteur de l'une et l'autre Chambre.

Les dispositions du Code d'instruction criminelle sont édictées pour des juridictions absolument différentes de la Haute-Cour; elles peuvent ne pas toujours s'adapter à cette dernière.

Il est alors nécessaire de lui donner le pouvoir de s'y soustraire dans la mesure où la loi de 1889 n'a pas statué.

Telle est la procédure établie par la loi du 10 avril.

Faite hâtivement, en vue de poursuites imminentes, elle fut une loi d'occasion; en tout cas elle demeure une loi incomplète, comme le prouve la dernière disposition que nous venons d'analyser, et des événements trop récents pour que nous puissions y insister, ont montré qu'une refonte de cette loi était nécessaire pour maintenir à la Haute-Cour sa dignité de tribunal suprême.

CONCLUSION

Au terme de cette étude sur le complot et l'attentat, si nous jetons un regard en arrière vers les législations successives qui ont suivi les crimes contre la sûreté de l'État, et les ont déferés à des tribunaux spéciaux, nous ne pouvons que reconnaître qu'un progrès considérable a été accompli.

Laissant dans l'ombre les tribunaux exceptionnels de l'ancien régime, les tribunaux révolutionnaires ou les ordonnances sur les crimes de lèse-majesté, nous pensons que la juridiction de la Haute-Cour actuelle est celle qui est la plus protectrice des droits des individus depuis le début du *xix^e* siècle.

Au point de vue de l'incrimination, le progrès s'est affirmé dans la distinction du complot d'avec l'attentat, dans la gradation des peines parallèle à celle de la culpabilité, dans l'abolition de la peine de mort, dans la transformation en crimes de droit commun des attentats contre le chef de l'État.

Au point de vue de la juridiction, on a vanté la Cour des Pairs « légalement juste comme un magistrat, moralement équitable comme un jury, complètement libre dans son indulgence, comme un grand jury » (1). C'est oublier les passions qui se déchainèrent, même dans son sein, dans le procès Ney.

Elle érigea en principe qu'elle avait le droit de tout faire, et en 1830, dans le procès des Ministres de Charles X, le rapporteur M. de Bastard affirmait le droit d'incriminer sans qu'un texte de loi ait prévu le crime, et de juger suivant les formes qu'il convenait à la Cour d'adopter (2). C'est la négation la plus éclatante des droits des individus; c'est placer des juges au-dessus du droit, au lieu de le leur faire appliquer! Il serait superflu d'insister sur les dangers que fait courir une semblable conception. « Quand on laisse la définition du crime à l'accusation, dit M. de Laboulaye, quand c'est le juge qui fixe la peine et l'applique, on tombe dans un danger véritable qui est de faire de la justice un instrument de vengeance » (3).

(1) Cauchy. *Du jugement des crimes politiques*. Séances et travaux de l'Académie des Sciences morales et politiques, t. LXXX, p. 165.

(2) Voir Sirey: 1831.2.9 et suiv.

(3) *Histoire des Etats-Unis*, t. III, p. 397, et suiv.

Les procès qui se sont déroulés devant la Haute-Cour de la troisième République, en 1889 et en 1899, montrent qu'au contraire les juges ont eu le plus haut souci de la dignité de leur mission.

Et cependant, il est certaines règles de droit qui pourraient recevoir une plus scrupuleuse application. Il serait désirable que la Haute-Cour ne pût juger que des crimes antérieurement définis : une refonte des articles 87 et 91 serait nécessaire. Il est, de plus, logique et convenable de pourvoir la Haute-Cour d'une loi de procédure. On a constaté l'insuffisance de la loi de 1889. Peut-être, laisse-t-elle encore une place trop grande à l'arbitraire. Il conviendrait enfin de donner à la Haute-Cour une Chambre d'instruction et d'accusation, et d'en faire ainsi une juridiction complète, se suffisant à elle-même. En ce sens, les sénatus-consultes du second Empire étaient entrés, pour l'organisation de la Haute-Cour de justice, dans une voie heureuse, et méritaient d'être loués.

Et si, dès lors, la Haute-Cour est soumise dans sa procédure à des règles rigoureuses et impératives, ses arrêts ne pourraient-ils être l'objet d'un pourvoi en Cassation pour violation des formes, comme ceux de la Cour d'assises de droit commun ? ne pourraient-ils être susceptibles de revision, malgré que l'hypothèse semble pouvoir difficilement se présenter ?

Tels sont les problèmes qui s'agitent autour de cette question du complot, de l'attentat, et de la juridiction compétente pour en connaître.

Il nous semble qu'ils doivent tous être résolus en s'inspirant de la belle parole de Rossi : « La liberté politique a surtout besoin de justice ».

Vu et approuvé :
Le Président,
GARÇON.

Vu :
Le Doyen,
GLASSON.

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

BIBLIOGRAPHIE

CAUCHY. — Précédents de la Cour des Pairs.

CHAUVEAU et HÉLIE. — Théorie du Code pénal, II, 461. et suiv.

DALLOZ. — Code pénal annoté, art. 86 et suiv.

DALLOZ. — Code pénal annoté et Supplément, art. 86 et suiv.

DALLOZ. — Jurisprudence générale et Supplément.

ESMEIN. — Histoire de la procédure criminelle.

ESMEIN. — Droit constitutionnel, 2^e éd.

GARÇON. — Code pénal annoté, sous les art. 86 et suiv.

GARRAUD. — Traité de droit pénal français, III, 876 et suivants.

GAZETTE DU PALAIS. — Répertoire, V^o *Crimes contre la sûreté de l'Etat*.

GUIZOT. — De la peine de mort en matière politique.

GUIZOT. — Des conspirateurs et de la justice politique.

GUYOT. — Répertoire, V^o *Lèse-Majesté*.

HENNEQUIN. — Du complot (*Revue de Lég.* II, p. 27).

ISAMBERT. — Ordonnances des rois de France.

JOUSSE. — Traité de la justice criminelle, T. III.

LAIR. — Les Hautes-Cours politiques.

MERLIN. — Répertoire, V^o *Lèse-Majesté*.

MUYART DE VOUGLANS. — Les lois criminelles de la France, p. 432 et suiv.

NORMAND. — Traité élémentaire du droit criminel.

ORTOLAN. — Élément de droit pénal, I, 695 et suiv.

PIERRE. — Traité de droit politique et parlementaire, 610.

ROLIN. — Des infractions politiques (*Revue du droit international*, XIV, p. 447; XVI, p. 447).

SIREY. — Répertoire. V^o *Attentat*.

TRÉBUTIEN. — Cours élémentaire de droit criminel, I, pages 280 et suiv.

ERRATUM : page 93 au lieu de 1^e lire 3^e. — La loi sur la presse du 17 mai 1819.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
INTRODUCTION.....	1

PREMIÈRE PARTIE.

CHAPITRE PREMIER.

Considérations générales, droit de punir en matière criminelle. Criterium de la criminalité politique.....	9
--	---

CHAPITRE II.

HISTORIQUE	19
§ I. — Droit romain.....	19
§ II. — Ancien droit	26

§ III. — Le droit intermédiaire.....	38
§ IV. — Le droit contemporain.....	44
Restauration et monarchie de Juillet.....	44
République de 1848.....	50
Constitution de 1852.....	52

DEUXIÈME PARTIE.

Le complot et l'attentat sous le régime de la Constitution de 1875	55
---	----

CHAPITRE PREMIER.

GÉNÉRALITÉS.

§ I. — Des lois en vigueur.....	55
§ II. — Distinction de l'attentat et du complot.....	60

CHAPITRE II.

LE COMLOT.

§ I. — Proposition non agréée de former un complot.	66
§ II. — Le complot simple.....	69
§ III. — Le complot suivi d'actes préparatoires, ou complot aggravé	75
§ IV. — Pénalités... ..	79

CHAPITRE III.

L'ATTENTAT

SECTION I. — Généralités.....	81
SECTION II. — Énumération des attentats.....	91
§ I. — Attentats qui ont cessé d'être incriminés par suite du changement de régime.....	91
§ II. — Attentats punis sous le régime actuel.....	95

CHAPITRE IV.

COMPÉTENCE ET PROCÉDURE.....	108
§ I. — Compétence.....	111
§ II. — Procédure.....	115
CONCLUSION...	123
BIBLIOGRAPHIE.....	127
